



## Assemblée générale

PROVISOIRE

A/40/PV.4  
23 septembre 1985

FRANCAIS

Quarantième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA QUATRIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,  
le lundi 23 septembre 1985, à 10 heures

Président : M. de PINIÉS (Espagne)  
puis : M. HEPBURN (Bahamas)  
(Vice-président)

- Allocution de Son Excellence M. José Sarney, Président de la République fédérative du Brésil
- Débat général [9]

Déclarations de :

M. Shultz (Etats-Unis d'Amérique)  
M. Guissou (Burkina Faso)  
M. Dhanabalan (Singapour)  
M. Ramírez-Ocampo (Colombie)

- Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies [123] (suite)

---

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 10 h 20.

ALLOCUTION DE S. EXC. M. JOSE SARNEY, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FEDERATIVE DU BRESIL

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Ce matin, l'Assemblée va entendre une déclaration prononcée par S. Exc. M. José Sarney, Président de la République fédérative du Brésil.

M. José Sarney, Président de la République fédérative du Brésil, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue aux Nations Unies à S. Exc. M. José Sarney, Président de la République fédérative du Brésil, et de l'inviter à s'adresser à l'Assemblée.

Le PRESIDENT SARNEY (Brésil) (Parle en portugais; interprétation d'après un texte anglais fourni par la délégation) : J'ai encore devant les yeux les souffrances que le Mexique vient de subir. J'ai fait escale dans ce pays pour voir par moi-même l'ampleur de cette tragédie. Je voulais voir ce qui s'était produit et assurer le peuple de ce pays de la solidarité du Brésil. Ce faisant, j'espère avoir traduit les sentiments du reste du monde. Je commence cette intervention en exprimant au Mexique la solidarité du monde entier.

Cette tribune inspire le respect et la dignité. C'est la plus noble de la communauté des nations. Ici, les puissants et les faibles sont bien peu de choses devant l'énormité du fardeau que leur confère l'histoire de l'humanité dans l'exercice d'une tâche qui constitue l'essence même de ses travaux : la paix, résoudre les problèmes auxquels elle est confrontée et faire les efforts nécessaires pour transformer les divergences en solidarité.

Depuis 40 ans mon pays, le Brésil, a l'honneur d'ouvrir le débat général à l'Assemblée générale des Nations Unies et c'est avec une profonde émotion que j'exerce maintenant cette prérogative.

De graves problèmes et d'immenses responsabilités pèsent lourdement sur moi. Pour mieux exprimer mes sentiments, je fais appel au plus grand poète de mon pays car je suis convaincu que la poésie n'est ni déplacée ni dépassée dans le déroulement des grands débats :

Le président Sarney

"Quel rêve hors du commun  
Pourrait être plus pur ou plus beau,  
Plus profond aussi  
Que cette mécanique vivante du monde?"

C'est avec ce sentiment d'universalité que je parle au nom de l'une des plus grandes nations du globe, d'une société à la fois complexe et dynamique, de la huitième économie de l'Ouest, d'un pays fait de contrastes et de grandeur : le Brésil issu de plusieurs Brésils où la richesse et la pauvreté, l'aridité et la fertilité, la sécheresse et les inondations créent une géographie aux particularités contradictoires, à l'intérieur d'un vaste continent où vit un peuple unifié qui a su édifier une démocratie raciale et une unité culturelle qui est la force invincible de son destin.

Je suis un homme simple. Je suis né et j'ai vécu dans l'une des régions les plus gravement éprouvées de notre pays, dans le nord-ouest brésilien densément peuplé et pauvre. Je suis dans la vie politique depuis 30 ans, mais c'est en pleine tragédie et dans la crainte que j'ai été appelé, de manière subite et inattendue, à diriger la nation.

En tant que Président de la République, je suis fier d'être un écrivain pour lequel le goût des mots n'a pas réduit l'esprit à des simples expressions esthétiques. A partir des mots, j'ai forgé un mode d'identification profonde avec le peuple, partageant les aspirations individuelles comme celles de la société dans son ensemble.

La littérature et la politique nous contraignent à avoir de l'univers une vision sociale et humaniste. Je ne peux concevoir la recherche de gains matériels sans qu'il y ait derrière le spirituel qui donne à l'aventure humaine la dimension de l'éternel. J'ai la foi, et malheur à l'homme qui conçoit le monde sans la compagnie de Dieu.

Le Brésil vient de traverser une longue nuit. Ses yeux sont encore pleins de cauchemars. Sur ses lèvres se dessine un sourire de confiance et de sa gorge monte un chant d'amour pour la liberté. Celui qui est prisonnier du passé ne peut pas concevoir l'avenir. Moïse n'a jamais tourné le dos à la Terre promise.

L'instrument qui a provoqué notre passage de l'autoritarisme à la démocratie a été notre capacité de concilier et de comprendre sans violence ni traumatisme.

Le président Sarney

Notre volonté, notre courage et notre résistance étaient tellement forts que nous avons réussi à surmonter la perte de notre héros, Tancredo Neves, la nuit même où nos cieux ont été embrasés par les feux d'artifice de la victoire.

Nos souffrances se sont alors transformées en force et en une volonté de faire de son rêve notre rêve et de rester unis. Les bienfaits de la transformation se sont avérés plus forts que ceux de la mort. Nous avons appliqué ces valeurs à toutes les classes de la société, abolissant les distances et les barrières, dans une convergence patriotique de toutes les écoles de pensée, à la recherche d'un idéal concret de justice, de conciliation et de renforcement institutionnel du pouvoir civil. Nous voyons dans la vision sociale le sang même du libéralisme moderne. La liberté concerne les conditions de vie réelles; elle implique la pleine réalisation du bonheur de l'individu, la libération universelle et le droit d'être libre.

Je suis monté à cette tribune pour rendre hommage aux Nations Unies qui fêtent cette année leur quarantième anniversaire. Le Brésil était présent lors de leur naissance. Nous sommes présents aujourd'hui et nous le serons encore demain pour défendre l'esprit de l'Organisation.

Le président Sarney

Cet esprit ne peut être uniquement l'instrument des forts, il doit aussi être la voix des faibles - de ceux qui n'ont ni armées ni arsenaux ni veto pour imposer leurs décisions ou écraser celles des autres.

Je suis ici pour dire que le Brésil ne veut plus que sa voix soit timide. Le Brésil veut se faire entendre, sans aspirations à l'hégémonie mais avec une présence clairement résolue. Nous n'entendons pas prêcher au monde ce que nous ne disons pas nous-mêmes à l'intérieur de nos propres frontières. Nous sommes en paix avec nous-mêmes. C'est la constance qui est devenue notre force. Ce qui se dit dans notre pays correspond à nos prises de position sur la scène internationale. Et nous souhaitons, dès à présent, avec une insistance renouvelée, insuffler une vie nouvelle à notre présence dans le débat des nations, par une politique étrangère dynamique et indépendante qui vise à résoudre les questions internationales à caractère social.

Nous ne serons pas captifs des grandes puissances ni esclaves de conflits mineurs.

Il y a 40 ans, malgré l'agonie de la guerre et les ruines de l'oppression, nos pères fondateurs ont créé les fondements mêmes de l'édifice de la paix, du concert des nations et de la coopération illimitée entre les peuples. Les grandes puissances et les pays ayant accédé à l'indépendance ont été invités à faire cesser l'exploitation coloniale. Ils ont proclamé devant l'univers la valeur des principes démocratiques de l'égalité et de la justice. Ils ont condamné le racisme et l'intolérance. Ils ont donné un caractère légitime au droit universel à la santé, au bien-être et à l'éducation. Ils ont réaffirmé la dignité du travail et ils ont exalté le pouvoir de la culture.

A l'heure actuelle où la période s'est écoulée sans que nous connaissions de conflit global est le double de celle allouée à l'humanité entre les première et seconde guerres mondiales, nous sommes à même de dire que le rôle joué par les Nations Unies n'a pas toujours été reconnu; mais on peut dire que leurs réalisations n'ont presque jamais été à la hauteur. Néanmoins leur rôle, loin d'être inutile, a été, est et continuera de rester nécessaire.

Nos pères fondateurs avaient raison.

Monsieur le Président, au nom du Brésil, je félicite Votre Excellence pour son élection à la Présidence de cette quarantième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Je félicite également les représentants des Etats Membres réunis

Le président Sarney

ici pour commémorer les quatre décennies d'existence active de cette illustre Organisation. J'adresse mes sincères félicitations au Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuéllar, dont les talents et l'expérience diplomatiques font, à juste titre, notre fierté, à nous, Latino-Américains.

Il n'est que naturel que la première question que j'aborde soit celle de l'Amérique latine. L'effort extraordinaire que celle-ci a fait pour établir un ordre démocratique est le fait politique le plus frappant et le plus émouvant de ces dernières années, un fait bien souvent méconnu, par négligence, de la part des centres de pouvoir mondial. On accorde peu d'attention au mûrissement institutionnel de notre région, au drame et au triomphe. Sans aide ni ingérence, modérés seulement par la force de notre conviction, nous avons fait front à la fois aux menaces représentées par les tentations du totalitarisme et par la convoitise de ceux qui ne voient les choses que sous l'angle de l'exploitation. Nous sommes sortis synchronisés dans un mouvement de solidarité vers l'épanouissement d'institutions libres. Nous avons choisi comme un seul homme, et avons opté irrévocablement pour le trinôme : une société ouverte, des institutions libres et une économie dynamique. Sur la base de cette triple définition démocratique, nous allons poursuivre le dialogue en tant que pont entre l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud, et entre les cultures, les idéologies et les régimes nouveaux et anciens.

Gandhi, le Mahatma, a dit que la véritable mission de l'homme de loi est d'établir un pont au-dessus de l'abîme qui sépare les adversaires. Les Nations Unies sont la Loi; nous sommes les hommes de cette loi.

De nouveaux vents soufflent sur notre continent et ils insufflent une vie nouvelle à notre tradition démocratique, ainsi qu'il ressort des engagements qui ont précédé la création des Nations Unies.

Nous sommes par conséquent les paladins du principe de l'autodétermination des peuples et du devoir de la non-intervention, de la solution pacifique des controverses et de la détente des tensions entre l'Est et l'Ouest. Nous rejettons les antagonismes acerbes des politiques de blocs. Nous préconisons la primauté des négociations sur les dangereuses manifestations de force.

Dans un esprit véritablement démocratique, nous avons mené pendant de nombreuses années une campagne pour la cause du désarmement et nous avons rejeté comme précaire, violente et irrationnelle l'idée d'une paix maintenue par la parité

Le président Sarney

des arsenaux atomiques. Le Brésil estime qu'il ne saurait y avoir de chicanes sur ces idéaux, ni de concession qui permettrait leur suspension, à n'importe quel niveau, pour n'importe quelle raison.

C'est également par fidélité au credo universaliste de la démocratie que nous sommes antiracistes - profondément, de façon viscérale et intransigeante.

Le Brésil est une immense nation-créuset qui est fière de son identité. Certaines des expressions les plus hautement créatives de notre culture proviennent de ce mélange racial, de cette fertilisation ethnique croisée. Le plus grand auteur, le plus sensible que nous ayons produit, Machado de Assis, était un métisse, comme l'étaient dans les arts plastiques, le grand sculpteur baroque, Aleijadinho, et dans la musique, le compositeur de renommée mondiale, Villa-Lobos. Je tiens à rappeler combien la culture populaire brésilienne doit au génie du Noir et à l'esprit de l'Indien américain.

Au Brésil, la discrimination raciale est non seulement illégitime, elle est illégale. C'est un crime régi par le code pénal. Ainsi, nous sommes révoltés de voir la résurgence des conflits raciaux dictés par l'intolérance raciste et la persistance des conflits coloniaux. Je réitère solennellement notre condamnation totale de l'apartheid et notre appui sans réserve à l'émancipation immédiate de la Namibie, sous les auspices des Nations Unies.

Nous ne pouvons concevoir que les Nations Unies puissent commémorer l'âge de raison sans lancer une offensive totale contre les vestiges du racisme sur la terre.

En tant que Président de mon pays, j'ai réitéré, il y a quelques semaines, l'interdiction des exportations de pétrole et de ses sous-produits, d'armes et de munitions, ainsi que de licences et de brevets vers l'Afrique du Sud. J'ai également suspendu toutes activités culturelles, artistiques ou sportives avec le gouvernement de Pretoria.

Le racisme est contraire à l'humanité et va à l'encontre des tendances de l'avenir. Le racisme, version différente du colonialisme mais tout aussi amoral et pervers, ne doit pas entacher la page d'or de la décolonisation.

La décolonisation s'élèvera au-dessus des hécatombes des conflits mondiaux et des confrontations stériles de la guerre froide pour être reconnue comme la grande contribution du XXème siècle à l'histoire de l'humanité.

Le président Sarney

Les succès de la décolonisation résultaient d'une volonté internationale commune. Cette même recherche de solutions du consensus ouvrira la voie qui permettra de surmonter le sentiment d'échec que nous éprouvons généralement et qui a été provoqué par les défis de la course aux armements et par la prolifération des tensions et des conflits.

Les droits de l'homme acquièrent une dimension fondamentale étroitement liée à la pratique même de la coexistence et du pluralisme.

Le monde que les créateurs de la Société des nations n'ont pas pu voir et dont nous attendons toujours la structuration est un monde qui respecte les droits de l'homme tels que l'ONU cherche à les promouvoir dans les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme.

La Déclaration universelle des droits de l'homme est assurément le document le plus important signé par l'homme dans l'histoire contemporaine; elle est née dans le berceau des Nations Unies.

J'annonce à l'Assemblée, avec fierté et confiance, notre décision d'adhérer au Pacte international sur les droits civils et politiques, à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et au Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels. En prenant cette décision, le peuple brésilien fait un pas en avant vers l'affirmation démocratique de son Etat et réitère, pour lui-même et pour la communauté internationale tout entière, son attachement solennel aux principes de la Charte et à la promotion de la dignité humaine.

Dans cette tâche, je tiens à souligner la promotion des droits de la femme qui a connu un nouvel élan au Brésil avec la création du Conseil national des droits de la femme. La participation décisive des femmes à l'évolution qui se produit au Brésil est liée au mouvement extraordinaire à l'échelle mondiale pour l'affirmation de la femme qui contribue profondément à renouveler les relations humaines en cette fin de siècle.

Nous sommes à une croisée des chemins, l'une des nombreuses qui ont marqué les 40 ans d'existence des Nations Unies. Les peuples sont conscients du fait que les concessions aux réalités du pouvoir sont une voie à sens unique. Seule la volonté solidaire de la majorité d'adopter une attitude nouvelle pourra améliorer la situation créée par l'affrontement et les mécanismes du pouvoir.

Il y a 22 ans, l'ambassadeur Araujo Castro, qui représentait le Brésil à l'Assemblée générale, a déclaré : "Il n'y a pas seulement l'Est et l'Ouest aux

Le président Sarney

Nations Unies; le monde a d'autres points cardinaux". Le Brésil reconnaît qu'il y a beaucoup d'aspects négatifs dans les relations internationales, mais nous avons toujours cherché à voir le monde sous un angle généreux et dans une perspective multilatérale.

Consacrons notre temps à la coopération et à la science, les divergences naturelles ne devraient pas maintenant compromettre la coexistence. L'espace céleste a toujours offert l'image la plus pure de la paix. Préservons l'infinité des cieux comme une frontière que les armes ne doivent jamais violer.

Les Brésiliens croient à des valeurs telles que le respect de l'individualité de chaque pays et la responsabilité solidaire face aux impasses et aux dilemmes qui ont caractérisé ce siècle qui se termine.

Nous assistons avec consternation aux innombrables conflits qui affligent les pays en développement, les paralysant dans leurs efforts vers le progrès. Ces conflits aggravent les conditions difficiles créées par la persistance d'un ordre international injuste et nous éloignent encore davantage de l'idéal de paix et de sécurité. La transposition des thèmes de l'affrontement Est-Ouest sur la scène de nombre de ces conflits aggrave et déforme de façon sensible leurs véritables causes. Les exemples abondent.

Le Brésil s'associe aux autres pays d'Amérique latine qui proclament la nécessité urgente de mettre au point une solution politique stable et durable aux conflits qui déchirent l'Amérique centrale.

Voilà pourquoi le Brésil appuie sans réserve les initiatives de Contadora, avec le sentiment que toute l'Amérique latine recherche une solution pour préserver la paix et la compréhension sur le continent, conformément à la volonté des peuples de l'Amérique centrale.

Mon gouvernement s'est joint à trois nations soeurs pour créer le Groupe de soutien de Contadora afin de traduire par des initiatives concrètes l'appui important dont bénéficie Contadora.

Par sa nature profondément morale et politique, le Groupe de Contadora est la réponse de l'Amérique latine aux théories de l'affrontement. C'est ainsi que nous appuyons le dialogue plutôt que la radicalisation; nous demandons que la négociation remplace la menace du recours à la force; nous défendons énergiquement l'autodétermination et la non-ingérence et nous opposons aux tentatives d'internationalisation du conflit.

Le président Sarney

Le Brésil se sent uni à tous les peuples du Moyen-Orient par des liens d'une grande amitié. La société brésilienne est profondément préoccupée par l'atmosphère décourageante qui se dégage du Liban et reconnaît le droit de tous les peuples du Moyen-Orient, y compris Israël, à vivre en paix à l'intérieur de frontières internationalement reconnues. Le Brésil souhaite la création d'un Etat national palestinien, auquel aspire ce grand peuple qui souffre depuis si longtemps, ainsi que l'évacuation des territoires occupés et l'adoption par les Nations Unies de résolutions concernant cette région.

Le Brésil, qui entretient des liens croissants d'amitié et de coopération avec l'Iran et l'Iraq, exhorte ces deux pays à suivre la voie pacifique et négociée pour surmonter leurs divergences.

Nous sommes très préoccupés par la situation en Afghanistan et au Kampuchea. La violence persistera dans ces régions tant que les troupes étrangères y seront stationnées et tant que les droits de leur peuple à exprimer librement leur volonté ne seront pas explicitement reconnus.

Il nous incombe également de susciter une vision constructive et une prise de position positive au sujet de la question des îles Malvinas. Depuis 1833, le Brésil a appuyé la juste revendication de l'Argentine à la souveraineté sur les îles Malvinas, insistant sur le fait qu'un règlement négocié est la seule façon de résoudre le problème.

Le Brésil fera tout ce qui est en son pouvoir pour que l'Atlantique Sud reste une zone de paix, protégée contre la course aux armements, contre la présence des armes nucléaires, et contre toutes formes d'affrontement ayant leur origine dans d'autres régions.

Fermelement engagé à déployer des efforts en vue d'interdire les armements nucléaires sur le continent, le Brésil a signé et ratifié le Traité de Tlatelolco, dont l'objectif d'avant-garde était de faire de l'Amérique latine la première zone dénucléarisée sur un territoire habité par l'homme. La dénucléarisation de l'Amérique latine devrait être le premier pas en avant vers un nouvel élan destiné à empêcher l'accumulation verticale et horizontale d'armes nucléaires, libérant par là-même le million et demi de dollars dilapidés chaque minute pour la course aux armements et qui pourraient être consacrés à la lutte contre la faim, la maladie, l'ignorance et la pauvreté.

Le président Sarney

Le marathon que représente la course aux armements est symptomatique d'un mal qui menace la lucidité et crée une sombre lacune dans la conscience humaine.

Nous sommes les témoins d'une nouvelle révolution scientifique qui, d'instant en instant, transforme le monde sous nos yeux. Il est devenu essentiel à notre survie de contrôler les progrès réalisés à un rythme effarant dans les secteurs de l'état des connaissances de la science et de la technique. Le programme de travail des Nations Unies pour les quelques années à venir doit contenir une stratégie destinée à empêcher le monde de se laisser fragmenter en blocs techniques fermés et à mettre au contraire les connaissances scientifiques et techniques au service des besoins fondamentaux de l'homme.

Les problèmes dont je viens de parler sont visibles. Il en existe toutefois un autre, plus grand encore, qui pénètre les relations internationales et qui nous menace tous insidieusement, les riches comme les pauvres. Les pauvres, par la déstabilisation; les riches, par l'absence de sécurité; et les uns et les autres, par l'effondrement total au cas où nous maintiendrions notre position d'immobilisme.

Je voudrais me pencher sur le problème économique dont la virulence se fait surtout sentir dans le tiers monde, et en particulier en Amérique latine. Ecrasés sous le poids d'une dette extérieure colossale, les pays de cette région vivent un scénario de graves difficultés dont les répercussions intérieures se traduisent par la récession, le chômage, l'inflation, une pauvreté et une violence accrues. Pris dans un cycle vicieux de facteurs économiques, à savoir la hausse des taux d'intérêt internationaux, la chute des prix des produits et la sélectivité des marchés dans les pays développés, nous nous trouvons en face d'une crise qui n'est comparable qu'à celle qu'ont connue les économies de marché du début des années 30.

Le poids de la dette extérieure rend impérieuse une politique économique visant à assurer des surplus commerciaux destinés au paiement des intérêts. Les organisations internationales proposent des politiques d'ajustements insuffisants. Cette méthode aboutit à la récession, au chômage et à l'abandon de la capacité de croissance. Cette politique affaiblit la direction civile, rend explosive la crise sociale, menace les institutions, met en danger l'ordre public et, par conséquent, constitue une menace pour les structures démocratiques. Ajoutant à nos difficultés, les marchés des pays développés se ferment à nos exportations. Les barrières protectionnistes prolifèrent et l'on nous accuse à tort de pratiques commerciales injustes. Le protectionnisme tendant à protéger les secteurs

Le président Sarney

dépassés des pays développés est même pris à tort pour un droit légitime des pays en développement de créer les conditions temporaires favorables à l'installation de nouvelles industries qui incorporent les techniques modernes indispensables au soutien de notre croissance dans l'exercice de notre souveraineté et de notre indépendance.

Le paradoxe tient à ce que tous nos efforts sont déployés précisément pour transférer les crédits de change étrangers à ceux-là mêmes qui nous sont hostiles et qui font preuve de discrimination à notre égard. Nous sommes pris ainsi entre la menace du protectionnisme et le spectre de l'insolvabilité.

Nous faisons de notre mieux pour rester dans la course. Nos entreprises exportent avec de maigres bénéfices et la population active touche des salaires bas. C'est avec tristesse que je dois avouer que notre salaire minimum est de 50 dollars par mois.

Pour accentuer encore nos difficultés, afin de maintenir le surplus de l'équilibre commercial, nous sommes forcés de payer, en quatre ans, des intérêts s'élevant à 50 milliards de dollars environ.

Telle est la situation d'un pays doté d'un grand potentiel, dont la gamme d'exportations, étendue et diversifiée, comprend des produits et des dérivés du pétrole, des articles manufacturés, des machines et même des avions. Nous pouvons facilement imaginer les incidences de ces facteurs dans d'autres pays qui n'ont pas les mêmes avantages que nous.

Nous avons pour tradition de respecter nos engagements avec l'étranger. Pourtant, nous sommes tenus de prévenir le monde que le scénario actuel doit être modifié. Il faut le restructurer car il est inéquitable. Rien de ce qui abrite un soupçon d'injustice ou d'absurde ne saurait survivre.

Le Brésil ne désire pas du tout faire de la dette une question idéologique, pas plus qu'il ne souhaite la transformer en affrontement entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest. Le Brésil est un pays profondément pénétré des idéaux chrétiens et occidentaux. Nous sommes persuadés que, partout où la libre entreprise s'est effondrée, la liberté elle-même a disparu. C'est ainsi que nous croyons qu'il faut relever le marché mondial en ayant recours à la concurrence. Voilà pourquoi, en dénonçant l'ordre actuel, nous ne sommes mus par aucune raison politique. Nous voulons seulement et exclusivement défendre nos intérêts les plus sacrés - les intérêts sacrés du Brésil. Et nous nous acquitterons de ce devoir en demandant

Le président Sarney

instamment à la communauté internationale de se joindre à nous dans la recherche d'une solution. Cette solution, d'ailleurs, ne saurait reposer exclusivement sur les lois du marché.

A la fin de la deuxième guerre mondiale, les puissances victorieuses ont compris que pour réaliser la paix il était indispensable de créer un ordre international nouveau et discipliné afin de régir les relations économiques et financières entre nations.

Essentielle à la création de cet ordre économique était l'idée que la reconstruction de l'Europe était indispensable à la stabilité et à la sécurité internationales. Le succès du programme de reconstruction de l'Europe prouve qu'il est possible de mener à bien des projets de coopération entre nations lorsque ces projets découlent d'une large vision de la réciprocité des intérêts en cause et d'une prise de conscience claire des liens entre les problèmes politiques et économiques.

A l'heure actuelle, nous connaissons à nouveau une situation qui exige des conceptions rénovatrices et créatrices. Les piliers de l'ordre actuel sont érodés et dépassés. Il faut que nous examinions des mesures concrètes qui permettraient d'adapter l'ordre économique international aux réalités de la vie contemporaine.

Après une période de prospérité et avec la venue de la récession, c'est le règne de la jungle prédatrice de Hobbes qui a commencé, et non celui de l'anarchie féconde et harmonieuse d'Adam Smith.

La dette de l'Amérique latine n'est plus un simple problème régional, étant donné l'étendue de ses incidences sur la stabilité des mécanismes financiers du monde occidental. La prise de conscience de ce problème a abouti au consensus de Carthagène, manifestation de solidarité entre les pays d'Amérique latine les plus touchés par le problème de la dette étrangère et à la recherche d'une solution par le dialogue et la compréhension.

Le point de vue de l'Amérique latine est qu'il faut absolument que la crise de la dette soit négociée en tenant compte de ses dimensions politiques. Aujourd'hui, tout comme il y a 40 ans, les gouvernements des nations créditrices doivent comprendre que la situation est exceptionnelle et que sa solution dépasse la seule action des forces économiques.

Le président Sarney

Je lance un appel aux dirigeants des nations industrialisées en vue d'une action politique concertée pour résoudre le problème de la dette étrangère, et je le fais avec sérénité, avec la sérénité d'un pays qui n'a épargné aucun effort pour remplir fidèlement ses obligations internationales.

Nous avons fait un effort colossal. Néanmoins, même si nous maintenons notre taux actuel de croissance, ce n'est qu'en 1990 que nous aurons atteint le niveau du revenu par habitant atteint en 1980.

Notre peuple en est venu aux limites du supportable. Il est impossible de demander de nouveaux sacrifices à une population aussi appauvrie que la nôtre. Bien au contraire, nous devons assurer au peuple brésilien que les possibilités d'emploi augmenteront au cours des années à venir.

Notre vulnérabilité au relèvement des taux d'intérêt internationaux est tel que tout ce que nous avons réalisé s'effondrera si des taux exorbitants sont de nouveau pratiqués.

Nous allons connaître des difficultés encore plus grandes pour façonner une société pluraliste et libérale si nous ne maintenons et ne développons pas nos relations à l'étranger. Pourtant, la crise qui frappe la dette étrangère a placé notre économie dans un état d'isolement, ce qui a entraîné une diminution de nos possibilités d'importation et un relâchement des liens peu satisfaisants que nous entretenons avec le marché financier international. Nous ne voulons pas de l'isolement; nous sommes en droit d'attendre de nos partenaires internationaux qu'ils entretiennent avec nous des relations justes et équitables de coopération et qu'ils acceptent, de façon démocratique, une part concrète de responsabilité. Nous ne pouvons pas compter seulement sur la thèse de l'ajustement économique et sur la supposition selon laquelle le sacrifice est tout ce qu'il faut au tiers monde débiteur pour le règlement de ses comptes avec l'étranger. Cette vision étroite méconnaît le fait que nous avons affaire à des populations qui ont droit à un niveau de survie respectable et à des pays qui ont des aspirations nationales légitimes. Soit nous comprenons que la solution du problème de la dette étrangère est une tâche commune pour débiteurs et créanciers, soit nous courons le risque de mettre le feu à la poudrière qui menace le continent tout entier.

Ce tableau explique l'existence du chaudron social de l'Amérique latine, sans défense contre les séductions messianique et démagogiques et l'appel des idéologies totalitaires, et coincée dans une situation injuste résultant de l'accumulation des erreurs du passé.

Le président Sarney

C'est un miracle que l'embrasement qui illumine l'Amérique latine en ce moment soit celui de la torche de la liberté et de la démocratie et non pas celui de l'émeute.

Le Brésil a pris position. La dette ne doit pas aboutir au doute. Nous avons choisi de croître sans récession, sans nous soumettre à ces ajustements qui impliqueraient une renonciation au développement.

Le Brésil ne paiera pas sa dette étrangère par la récession, ni par le chômage, ni par la faim. Nous sommes convaincus que si nous réglions ce compte à un prix social et économique aussi élevé, il nous faudrait alors renoncer à notre liberté, car une dette réglée au prix de la pauvreté est un compte réglé au détriment de la démocratie. Je tiens donc à affirmer, avec toute la gravité et toute la fermeté voulues, qu'il n'y a pas de solution possible en l'absence d'une reformulation totale des structures économiques internationales.

Enfin, je dois parler de la paix, l'idéal le plus noble de l'humanité. Mais qu'est-ce que la paix?

S'agit-il simplement de l'absence de guerre, de guerre entre les nations, de guerre entre les hommes? Ou bien la paix est-elle quelque chose de plus transcendantal qui signifie que l'homme est libéré de toutes formes de violence et de tous conflits?

Je pense que la paix est un état d'esprit intérieur projeté par l'homme en tant que conduite à suivre pour toutes les nations. Pourtant, d'un point de vue réaliste, nous savons que bien des générations passeront avant que cet objectif ne soit vraiment réalisé.

La réalité qui nous soutient est très différente. La matière première de notre travail est celle du rude paysage de notre temps, et ce paysage est celui de la violence, de l'égotisme, de la vengeance, de la dépendance, du retard, de la servitude, de la guerre nucléaire, des fléaux de la famine, des disparités culturelles, des assauts contre l'écologie, de la pollution, du terrorisme, de la cupidité et de l'exploitation.

La paix d'aujourd'hui n'est pas encore une paix véritable. C'est une guerre déguisée. La première voie qui aboutit à la paix, c'est la liberté, et l'organisation politique de la liberté, c'est la démocratie. Les peuples libres ne font pas la guerre; il n'y aura pas de guerre entre peuples démocratiques qui décident de leur propre destin sans se soumettre à des tyrannies personnelles ou à

Le président Sarney

des fanatismes idéologiques. La guerre et la démocratie, la guerre et la liberté sont incompatibles. Clausewitz a souligné que la guerre n'existe que lorsque existent des Etats souverains existents. De même, nous pouvons affirmer que des solutions pacifiques, des solutions de consensus l'emporteront lorsque existeront des nations développées, démocratiques et libres, dotées d'institutions permanentes, de pouvoirs pleinement opérationnels, et où les décisions sont prises par les peuples eux-mêmes. Ainsi, pour l'Organisation des Nations Unies, le meilleur moyen d'oeuvrer pour la paix est d'oeuvrer pour la démocratie. Nous, Brésiliens, nous illustrons cet exemple. Nous sommes sortis des conflits par la voie de la démocratie. Le jour où le peuple a senti qu'il pouvait décider, il n'a plus choisi la voie de la violence. Il a choisi le dialogue et la négociation.

Nous approchons de la fin du siècle. La tâche de l'Organisation des Nations Unies a, jusqu'à présent, été celle de la gestion de conflits occasionnels. Le moment est venu pour nous de réagir vigoureusement contre ce rôle marginal, de rétablir l'Organisation dans ses droits et ses prérogatives, qui découlent de la responsabilité qui lui incombe au nom de tous les peuples dans la paix et la sécurité. La priorité de l'Organisation des Nations Unies pendant la cinquième décennie de son existence devrait être un programme de revitalisation, dont les objectifs seraient les suivants : contribuer au relâchement des tensions dues aux affrontements renouvelés entre les deux blocs de puissance; créer un nouvel ordre économique fondé sur le développement et la justice sociale; étudier le potentiel de négociation de l'Organisation en vue de la recherche de solutions aux conflits régionaux qui prolifèrent dans le tiers monde, et recouvrer un rôle principal dans les négociations sur la réduction, le contrôle et l'élimination des armements, l'accent étant mis sur ceux qui ont la plus grande puissance destructrice.

Pourtant, la liberté ne se borne pas à l'exercice d'un droit politique. Un élément du bien-être de chacun d'entre nous prend la forme d'une importante dette sociale, d'une dette morale envers les pauvres du monde entier, envers ces êtres humains que nous appelons nos frères mais que nous traitons comme s'ils ne l'étaient pas.

Le président Sarney

Pour l'homme d'aujourd'hui, la liberté ne signifie pas seulement l'absence de contrainte ou d'ingérence. C'est la perspective d'une vie heureuse pour lui-même et pour les siens. Par conséquent, le concept de la liberté touche expressément les conditions réelles d'une vie libre et la lutte menée pour promouvoir la plus grande égalité de chances possible. L'homme moderne est celui dont la vie, aujourd'hui, reflète le rêve de Jefferson : la recherche personnelle et collective du bonheur.

L'égalité de chances est le pivot de la liberté sociale, et fait en sorte que le marché serve l'humanité plutôt que l'humanité serve le marché. En l'absence d'une diversité de valeurs et d'une pluralité de modes de vie, la liberté ne peut s'épanouir car elle s'étirole dans le privilège et se noie dans l'oppression.

Peu avant la création des Nations Unies, Churchill et Roosevelt se sont rencontrés à Hyde Park. Roosevelt a demandé comment on pourrait garantir la paix et Churchill a répondu, "Par une alliance anglo-américaine". Mais Roosevelt a répliqué, "Non, en améliorant les conditions de vie dans le monde entier".

Pour que la paix règne, je le répète, il faut démocratie et liberté : la liberté c'est le contraire de la faim. Le monde ne pourra jouir de la paix tant qu'il y aura, quelque part sur terre, un homme qui a faim, un enfant qui meurt parce qu'il n'a pas de lait, un être humain qui souffre parce qu'il n'a pas de pain. Le siècle à venir sera le siècle de l'alimentation sociale. L'image de la mater dolorosa dans le désert africain nous humilie. Les aliments ne peuvent demeurer des produits de spéculation sur les marchés des changes. La science et la technologie existent et nous annoncent une ère nouvelle d'abondance grâce aux manipulations génétiques. L'homme, qui a su franchir les frontières de notre planète et partir pour les étoiles lointaines, ne peut pas être incapable d'éliminer la faim. Ce qu'il faut, c'est une volonté universelle de le faire. C'est une décision qui doit être prise sans que lui soit opposé de veto. Il faut établir d'urgence un plan de paix pour l'élimination de la faim.

Le Brésil qui, paradoxalement, produit des aliments en grande quantité et qui, en même temps, lutte pour faire disparaître les foyers de famine sur son propre territoire, est prêt à participer avec enthousiasme aux efforts faits pour mobiliser la communauté internationale afin d'éliminer ce fléau avant la fin du siècle. Ce défi peut être une occasion pour l'Organisation des Nations Unies et ses institutions de s'élever au-dessus du multilatéralisme discrédité et de prouver, par là même, leur efficacité et leur valeur.

Le président Sarney

Pour ce faire, l'homme doit avoir une vision humaniste de la politique, sinon il ne saura qu'envisager et implanter des missiles et des ogives nucléaires.

La conquête des océans a apporté à l'homme l'humanisme de la renaissance. La conquête du cosmos élargit notre vision à une solitude infinie : le monde est devenu plus grand mais en même temps plus petit. Nous devons être unis dans ce voyage au cours duquel tous les hommes sont destinés à vivre la grande fascination de la vie. La solidarité et la paix doivent être au centre de ce nouvel humanisme. La paix ne va de pair qu'avec la liberté, la liberté avec la démocratie, et la démocratie n'existe que lorsque nous donnons à ceux qui connaissent la discrimination, la faim et le chômage. Il en sera ainsi lorsque, dans les nations pauvres, nous aimerons les régions plus pauvres encore, lorsque dans les nations riches, nous aimerons les pauvres, et lorsque dans les nations les plus pauvres, nous aimerons les gens les plus pauvres.

Il y a 40 ans, nous avons construit sur les ruines flagrantes de la guerre. Aujourd'hui, nous devons oeuvrer pour éviter les dévastations d'une guerre anonyme qui est la faim. La pauvreté est la négation même de la vie.

Telle est la grande mission de l'humanité : transformer la vie en transformant le monde. Nous sommes au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle. Regardons les temps nouveaux avec les yeux de l'amant de la nature, avec les yeux de celui qui cherche à réaliser ses rêves. Ayons le courage de proclamer que la liberté et la paix auront définitivement raison de la pauvreté et de la faim.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Au nom des membres de l'Assemblée générale, je remercie le Président de la République fédérative du Brésil pour la déclaration importante qu'il vient de prononcer.

M. José Sarney, Président de la République fédérative du Brésil, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

## POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

## DEBAT GENERAL

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Avant de donner la parole à l'orateur suivant, je voudrais rappeler aux représentants la décision adoptée par l'Assemblée générale lors de sa troisième séance plénière tenue le vendredi 20 septembre 1985, selon laquelle il est interdit aux délégations d'exprimer leurs félicitations à la suite d'un discours, dans la salle même de l'Assemblée générale. Je suis fermement décidé à veiller à l'application stricte et cohérente de cette décision afin de garantir un traitement équitable à toutes les délégations. Je prie tous les membres de l'Assemblée de bien vouloir coopérer en vue d'appliquer cette décision explicite de l'Assemblée.

Je tiens également à rappeler aux représentants que, conformément à la décision adoptée par l'Assemblée générale lors de sa troisième séance plénière, la liste des orateurs sera close le mercredi 25 septembre, à 18 heures. Je prie les délégations de bien vouloir indiquer le plus exactement possible la durée des discours pour que nous puissions programmer nos séances en conséquence.

M. SHULTZ (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : A l'exemple du Président du Brésil, qu'il me soit permis d'offrir nos sincères condoléances aux peuple et au Gouvernement du Mexique, à la suite des dévastations entraînées par les tremblements de terre, et de manifester notre solidarité dans leur tâche de relèvement et de reconstruction. Nous admirons la façon dont le Gouvernement et le peuple du Mexique font face au problème. En ce qui nous concerne, nous réagissons rapidement aux demandes d'assistance, de médicaments, de couvertures et de matériel nécessaire au déblaiement, à la recherche de survivants et à la lutte contre l'incendie. Mais il s'agit là de besoins à court terme. Même si on est encore à évaluer les conséquences et le coût à long terme de ce désastre, on peut déjà affirmer de toute évidence qu'ils seront énormes. Et, là aussi, les Etats-Unis sont prêts à réagir aux souffrances du Mexique.

Quand nous voyons ces images de dévastation sur nos écrans de télévision nous ne pouvons qu'être frappés par l'idée que, d'une certaine manière, la ville de Mexique semble avoir été ravagée par la guerre. Bien entendu, un tremblement de terre n'est pas le fait des hommes. Lorsque la terre tremblait à Mexico, nul n'y pouvait rien. Mais, ici aux Nations Unies, notre tâche est de veiller à ce que l'homme ne fasse pas trembler la terre. Aussi consacrons nos efforts à la cause de la paix et de la liberté.

M. Shultz (Etats-Unis)

Il y a trois ans, lorsque, pour la première fois, je prenais la parole en cette instance, j'insistais sur la nécessité d'être réaliste. Il n'y a sans doute aucune autre qualité plus appropriée et indispensable à cette Organisation. Mais réalisme ne veut pas dire cynisme ni même pessimisme. Etre réaliste, cela veut dire évaluer en toute lucidité les occasions qui nous sont offertes ainsi que les problèmes évidents auxquels nous nous heurtons; cela veut dire se souvenir des nombreux défis que la communauté mondiale a surmontés et en tirer des leçons; cela veut dire comprendre que l'idéalisme et l'aspiration au mieux-être de l'homme font également partie de cette réalité et, partant, ont une importance pratique énorme.

On accuse parfois les pères fondateurs des Nations Unies d'avoir fait preuve d'un utopisme naïf. Certains prétendent qu'ils n'auraient pas tenu compte des réalités du jeu politique des puissances dans le but de créer un système global de sécurité collective. J'en doute personnellement. Les hommes et les femmes qui ont créé cette Organisation il y a 40 ans, étaient parmi les plus grands hommes et femmes d'Etat de notre siècle. Ils ont rédigé la Charte comme un ensemble de normes du comportement international, sachant parfaitement que les nations du monde ne seraient sans doute pas à la hauteur de telles normes, mais sachant également que fixer des objectifs aussi élevés est une condition préalable indispensable à la poursuite et à la réalisation de ces buts.

Les nobles objectifs de la Charte ont aujourd'hui un sens concret et pratique. Non seulement ils nous montrent la voie d'un monde meilleur mais ils traduisent certaines des tendances les plus importantes qui ont cours dans le monde contemporain. L'aspiration à la justice, à la liberté, au progrès et à la paix est une réalité omniprésente et puissante qui, aujourd'hui plus que jamais, marque la politique internationale.

Notre réflexion politique doit tenir compte de cette réalité. La politique des nations doit s'adapter à cette aspiration fondamentale de l'homme. Cette Organisation doit également s'adapter à cette réalité; elle ne peut pas se permettre de se perdre dans des guerres politiques et des fanfaronnades peu réalistes. Nous avons du travail à faire; faisons-le.

La communauté mondiale est confrontée à des défis considérables dans trois domaines : répondre au désir universel de démocratie, de liberté et de justice; maintenir et améliorer la paix et la stabilité dans le monde; répandre la prospérité et le progrès économiques.

M. Shultz (Etats-Unis)

Premièrement, la quête de démocratie et de liberté. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les communications modernes ont ouvert les yeux de la plupart des peuples du monde sur le fait qu'ils ne doivent pas nécessairement vivre une vie de désespoir et de misère et que, au contraire, ils peuvent aussi profiter des bienfaits de la prospérité et de la liberté qui, dans le passé, n'étaient réservés qu'à quelques-uns. Les idéaux au nom desquels la guerre a été menée et l'élargissement de la démocratie et de la prospérité réalisées dans le monde industrialisé depuis lors ont suscité une véritable explosion d'espairs.

Il en est résulté ces dernières années une révolution des aspirations démocratiques qui a balayé le monde. A l'époque de la Conférence de San Francisco, en 1945, la plupart des nations représentées aujourd'hui dans cette salle n'étaient pas des Etats indépendants mais des possessions, des colonies d'empires européens. Le grand nombre de langues, de cultures et de traditions que je vois maintenant devant moi témoignent bien de la révolution intervenue dans l'ordre mondial. Les vieux empires ont fini par accepter la réalité d'après-guerre de l'autodétermination et de l'indépendance nationale.

La plupart des conflits dans le monde d'aujourd'hui découlent du refus de certains gouvernements d'accepter la réalité selon laquelle les aspirations des peuples à la démocratie et à la liberté ne peuvent tout simplement pas être toujours étouffées par la force.

En Afrique du Sud, ces aspirations de la part de la majorité noire ont attiré comme jamais auparavant l'attention et l'appui du monde entier. Le changement est inévitable. Le problème n'est pas de savoir si l'apartheid doit être éliminé, mais de savoir comment et quand. Et, ensuite, par quoi sera-t-il remplacé? Une guerre raciale, des bains de sang ou de nouvelles formes d'injustice, ou bien des compromis politiques et la coexistence raciale au sein d'une société juste? Le résultat dépendra du rythme auquel le Gouvernement sud-africain pourra accepter la réalité nouvelle et de la question de savoir si les hommes et les femmes épris de paix, de part et d'autre, pourront saisir l'occasion avant qu'il ne soit trop tard.

M. Shultz (Etats-Unis)

Une chose est claire : il doit y avoir des négociations entre les Sud-Africains de toutes races sur une réforme constitutionnelle. Une paix véritable ne sera possible que lorsque le gouvernement négociera avec les représentants des Noirs, plutôt que de les mettre en prison. La violence ne cessera que lorsque toutes les parties commenceront à rechercher réellement un système juste de gouvernement.

L'Amérique latine est une région où l'avenir s'est éclairci au cours de ces cinq dernières années, tandis que les aspirations des peuples à la démocratie se réaliseraient dans un pays après l'autre, comme le président Sarney vient de le dire avec tant d'éloquence à l'instant. Alors qu'ils étaient 30 p. 100 seulement en 1979, aujourd'hui plus de 90 p. 100 des peuples d'Amérique latine vivent sous des gouvernements qui sont soit démocratiques, soit clairement engagés sur la voie de la démocratie.

En Amérique centrale, El Salvador, sous la direction courageuse du président Duarte, a montré que la démocratie peut prendre racine et mûrir même sur le terrain le plus difficile. Ses citoyens ont affronté une violence extrémiste pour participer en très grand nombre à quatre élections libres depuis 1982. L'épreuve personnelle du Président ne fait que souligner les sacrifices que des milliers de Salvadoriens continuent de faire en luttant pour réaliser les idéaux de la Charte des Nations Unies. Pour cela, ils méritent d'être applaudis par tous les membres. Ironiquement, d'ailleurs, El Salvador est aujourd'hui la seule démocratie qui soit soumise à l'examen d'un rapporteur spécial sur les droits de l'homme.

Parmi les voisins d'El Salvador, le Costa Rica est depuis longtemps le porte-étendard du gouvernement de type représentatif de la région. Le Honduras est sur le point de remplacer un gouvernement librement élu par un autre gouvernement élu et le Guatemala est sur le point de les rejoindre en tant que nation démocratique par l'élection d'un président en novembre. Ces événements devraient améliorer la coopération régionale pour le développement économique que les Etats-Unis appuient par l'intermédiaire de notre initiative dans le Bassin des Caraïbes et l'initiative de paix, de développement et de démocratie du président Reagan.

Mais la paix régionale en Amérique centrale est menacée par les dirigeants du Nicaragua et leurs alliés soviétiques et cubains. Sous le couvert d'une rhétorique démocratique, les communistes nicaraguayens ont trahi la révolution de 1979 et se sont lancés sur la voie de la tyrannie chez eux et de la subversion contre leurs

M. Shultz (Etats-Unis)

voisins. De courageux Nicaraguayens luttent pour rétablir l'espoir de liberté dans leur pays et les autres nations travaillent ensemble en autodéfense collective contre l'agression du Nicaragua.

Comment régler cette crise? Les nations de l'Amérique centrale et leurs voisins les plus proches, le Groupe de Contadora, se sont ralliés à un document reprenant 21 objectifs qui comprennent la non-ingérence dans les affaires de ses voisins, un dialogue sérieux avec les groupes d'opposition nationale, des élections libres et la démocratie pour chaque pays, le retrait du personnel militaire étranger et une réduction des armements. Mon gouvernement appuie l'idée d'un traité vérifiable fondé sur une application complète et simultanée de ces 21 objectifs. Nous nous félicitons de la reprise des négociations le mois prochain à Panama et espérons que cela aboutira à un accord définitif. Contadora est la meilleure instance pour trouver un règlement.

En El Salvador, le président Duarte, fidèle à l'engagement qu'il a pris l'année dernière devant l'Assemblée, a maintenu le dialogue avec l'opposition de la guerrilla. Les dirigeants du Nicaragua prendraient-ils et tiendraient-ils le même engagement devant l'Assemblée cette année? A San José, le 1er mars de cette année, la résistance démocratique nicaraguayenne a lancé un appel en faveur d'un dialogue interne orchestré par l'Eglise catholique pour mettre fin aux tueries.

Les peuples de la région attendent une réaction positive des dirigeants du Nicaragua. Serait-ce que n'ayant jamais été choisis par leur peuple dans le cadre d'une élection réellement libre, ils n'ont pas la confiance en eux nécessaire pour faire face à des opposants qu'ils ne peuvent pas faire taire ou enfermer comme ils l'ont fait à bien d'autres? L'opposition nicaraguayenne unie mérite de prendre part à la vie politique du Nicaragua; elle a un rôle important à jouer dans le processus diplomatique. La paix dans la région ne sera pas possible sans elle.

La réalité de la révolution démocratique est également manifeste dans l'apparition de mouvements de libération nationale contre le colonialisme communiste : en Afghanistan, au Cambodge, en Angola et dans d'autres terres où, comme au Nicaragua, les peuples ont organisé leur résistance face à la tyrannie.

Contrairement aux vieux empires européens qui en sont venus à accepter la réalité de l'après-guerre, réalité d'autodétermination et d'indépendance nationale, les nouveaux colonialistes nagent à contre courant de l'histoire. Leur échec est certain.

M. Shultz (Etats-Unis)

En Afghanistan, l'invasion soviétique, qui à près de six ans, a infligé des souffrances indicibles à un peuple dont la volonté de résistance et de se libérer d'une tyrannie sans pitié ne saurait être domptée. Des centaines de milliers d'Afghans sont morts ou blessés, des millions d'autres constituent la population de réfugiés la plus importante du monde et d'innombrables villages, écoles et fermes sont en ruine. Nulle part dans le monde, le carnage infligé par l'impérialisme soviétique n'est plus important qu'en Afghanistan et nulle part la résistance n'est plus déterminée et plus courageuse.

Le retrait des forces soviétiques, comme l'Assemblée générale l'a noté à six reprises, permettrait de trouver une solution au problème de l'Afghanistan, une solution qui doit également comprendre le rétablissement de l'indépendance du pays et de son statut de non-aligné, l'autodétermination pour le peuple afghan et le retour dans la sécurité et l'honneur des plus de trois millions de réfugiés. Tant que l'Union soviétique ne permettra pas une telle solution, la lutte de libération nationale en Afghanistan se poursuivra, les efforts à l'échelle mondiale pour apporter un appui à ce peuple affligé se poursuivront, et les déclarations soviétiques de paix à ce propos et sur d'autres problèmes sonneront faux. Mon gouvernement, avec d'autres gouvernements concernés, est prêt à mettre en oeuvre toute solution juste du problème.

Le Cambodge, comme nous le savons tous, est, dans l'histoire un des pires exemples d'une idéologie totalitaire menée à son extrémité la plus sanglante. Aujourd'hui, de courageux combattants pour la liberté, sous la direction du Prince Sihanouk et de Son Sann, luttent pour récupérer leur pays. Nous continuerons d'appuyer le programme de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) en vue d'une solution pacifique. Les forces vietnamiennes doivent se retirer totalement et l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Cambodge doivent être rétablies sous un gouvernement choisi dans le cadre d'élections libres.

Dans d'autres pays, où l'appareil de la répression est bien au point, des centaines de milliers d'hommes et de femmes mènent des luttes privées pour la liberté, armés seulement de leur conscience et de leur courage. Certains souffrent en raison de leurs convictions politiques, d'autres en raison de leur croyance religieuse : les syndicalistes de Solidarité en Pologne, les Juifs, les baptistes,

M. Shultz (Etats-Unis)

les catholiques, les membres de l'Eglise de la Pentecôte et d'autre en Union soviétique, les Baha'is en Iran. Avec tous les hommes et toutes les armes dont ils disposent, de quoi ces gouvernements ont-ils donc peur?

Ces prisonniers de conscience, courageux et souvent anonymes, luttent pour que tous les hommes et les femmes dans le monde puissent voir se réaliser les promesses de notre Organisation. Nous sommes avec eux, et demandons à tous les Etats, en tant que membres de cette Organisation, de faire honneur à leur engagement solennel. Comme l'a dit Thomas Jefferson, "l'opinion des hommes et des femmes n'appartient de droit à aucun gouvernement, où que ce soit."

M. Schultz (Etats-Unis)

La recherche de la paix se poursuit sur de nombreux fronts. Et en ce qui concerne tous les obstacles auxquels elle est confrontée, de nombreux exemples de succès peuvent être cités comme, par exemple, le Traité de l'Antarctique, conclu récemment, qui est l'aboutissement d'un quart de siècle de coopération internationale efficace. En vous attaquant aux énormes problèmes qui nous attendent, nous pouvons tirer la leçon des problèmes réglés.

Au Moyen-Orient, il y a 10 ou 15 ans, la paix entre Israël et tout Etat arabe semblait un rêve bien lointain, sinon impossible. Finalement, après toutes ces souffrances indicibles et quatre guerres, un dirigeant courageux, Anouar El-Sadate, a abandonné les modes de pensée révolus et pris les mesures qu'aucun autre dirigeant arabe n'était prêt à envisager : il a reconnu que l'Etat d'Israël existait et, avec le premier ministre Begin, a juré l'engagement qu'il n'y aurait plus de guerres. La paix et des relations normales ont été établies et le Sinaï a été rendu.

De grands efforts ont été déployés au cours de l'année écoulée en vue de négociations nouvelles entre Israël et ses voisins arabes. Les Etats-Unis se sont engagés à appuyer ces efforts, conformément à l'initiative prise il y a trois ans par le président Reagan. Cependant, la leçon du passé est claire : des progrès ne sont possibles que grâce à des négociations directes, fondées sur les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité. Il n'y a pas d'autre moyen et refuser de voir cette réalité ne fera que prolonger les souffrances et accroître les dangers. Rien de positif ne sera jamais réalisé en maintenant l'illusion de ce que l'on appelle la lutte armée; mais beaucoup peut être fait par des parties qui veulent vraiment la paix et qui ont entrepris un dialogue sérieux. Le moment est venu cette année de réaliser des progrès importants et de commencer des négociations directes.

A l'Est, la raison ne prévaut toujours pas pour mettre fin à la guerre dévastatrice entre l'Iran et l'Iraq. Prolongée par le refus de l'Iran, de reconnaître son incapacité à parvenir à la victoire, cette guerre est maintenant entrée dans sa cinquième année, sans aucun signe permettant de dire qu'elle va prendre fin. Nous demandons à nouveau aux deux parties de négocier afin de mettre fin au combat.

Nous voyons sur la péninsule coréenne les premières mesures adoptées pour s'écarter du mode de pensée de ces 40 dernières années. Il y a 10 ans, il existait bien peu d'espoir de voir les tensions réduites de manière significative.

M. Shultz (Etats-Unis)

Cependant, l'année dernière, les deux Corée ont engagé un dialogue direct sur de nombreux points, appuyés par les Etats-Unis, comme étant la clef d'une solution. Bien que les animosités d'une vie entière ne puissent pas être effacées rapidement, un pas a été fait. Nous pensons également que si tant la République de Corée que la Corée du Nord étaient Membres des Nations Unies, conformément au principe d'universalité, cela permettrait de réduire les tensions.

Le problème le plus grave qui exige sans doute de nouveaux modes de pensée est le terrorisme d'Etat international. Le terrorisme est tout autant une forme de guerre contre les intérêts et les valeurs d'une nation qu'une attaque de grande envergure. C'est une arme qui est utilisée essentiellement contre des civils innocents, contre des nations libres, contre la démocratie, contre la modération et contre des solutions pacifiques. C'est une insulte à tout ce que représentent les Nations Unies.

Pour ce qui est de la menace terroriste, des progrès ont été réalisés grâce à la coopération au sein du système des Nations Unies. Un grand nombre de nations ont adhéré aux Conventions de La Haye, de Tokyo et de Montréal afin de rendre les transports aériens plus sûrs et d'éliminer les sabotages et les détournements. Des progrès ont également été accomplis en matière de protection des diplomates et certaines nations se sont mises d'accord sur la manière de régler les cas de prise d'otages. Ce mois-ci précisément, les participants au septième Congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et le traitement des délinquants, qui s'est tenu à Milan, ont adopté une résolution ferme et de grande portée demandant instamment à tous les Etats d'adhérer à ces accords et de renforcer les mesures internationales contre le terrorisme.

Mais il reste encore beaucoup à faire. Les Etats-Unis et d'autres Etats, par exemple, travaillent avec l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) pour améliorer les normes de sécurité. Au cours de l'année écoulée, quelque 90 actions terroristes potentielles contre des installations ou des citoyens américains ont été évitées ou empêchées. Mais la lutte ne fait que commencer et ne peut être remportée par un seul gouvernement. Le monde civilisé doit mettre en garde les terroristes et ceux qui les aident : nous nous défendrons par tous les moyens dont nous disposons.

La réalité de l'époque nucléaire a poussé les Etats-Unis et l'Union soviétique à poursuivre le dialogue, plus ou moins intensément, depuis 40 ans. Ce dialogue est une tentative sans précédent de deux rivaux faite en vue de comparer les

M. Shultz (Etats-Unis)

divergences nées de leur leur concurrence et d'éviter la guerre. Nous savons que nous partageons la responsabilité du maintien de la paix, non seulement pour nos propres populations, mais également pour pcelles de toute la terre.

Malgré toutes les difficultés, souvenons-nous de ce qui a déjà été accompli. Après les deux guerres les plus destructrices de l'histoire, les superpuissances, avec d'autres, ont évité la guerre mondiale pendant quatre décennies. Nous avons obtenu certains résultats dans la limitation des essais nucléaires. En travaillant avec d'autres nations depuis le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 1968, nous sommes parvenus à limiter la prolifération des armes nucléaires. Il y a 20 ans, on pensait généralement qu'aujourd'hui il y aurait eu 15 à 25 Etats dotés d'armes nucléaires. Cependant, le nombre des Etats connus pour posséder des armes nucléaires n'a pas bougé depuis 20 ans; il est toujours de cinq. Les Etats-Unis restent déterminés à respecter tous les objectifs du Traité, dont la troisième Conférence d'examen vient de se terminer de manière fructueuse à Genève. Les Etats-Unis et l'Union soviétique ont pris des mesures pratiques pour éviter un conflit. Nos marines se sont mises d'accord depuis longtemps pour travailler ensemble afin d'éviter les incidents en mer. Et nous avons établi et amélioré le "téléphone rouge" pour les communications en cas de crise.

Au cours des pourparlers sur les armes nucléaires et spatiales à Genève, les Etats-Unis ont émis des propositions de grande portée : une réduction de près de la moitié des armes les plus déstabilisatrices, les missiles balistiques stratégiques à ogive, et l'élimination de toute une catégorie de missiles nucléaires de portée intermédiaire et de plus longue portée, américains et soviétiques, dans le monde entier; tout cela devant aboutir à l'élimination complète des armes nucléaires. Nous n'avons cessé de répéter que nous sommes prêts à négocier et à envisager d'autres propositions. Chacune de nos propositions a été suivie de nouvelles tentatives en vue de trouver un terrain d'entente avec l'Union soviétique. Nous avons proposé des compromis et avons indiqué clairement que nous étions prêts à tenir compte des préoccupations légitimes de l'Union soviétique pour obtenir un accord qui améliorerait la stabilité stratégique et renforcerait la dissuasion.

Les progrès à Genève ont été lents. Jusqu'ici l'Union soviétique n'a pas négocié avec la bonne volonté qu'exigent les négociations. Cependant, notre détermination en vue d'aboutir à un règlement équitable n'a pas fléchi.

M. Shultz (Etats-Unis)

Dans cet esprit, en juin dernier, le président Reagan a décidé de poursuivre notre politique qui consiste à ne rien faire qui puisse saper les limites des accords précédents, dans la mesure où l'Union soviétique manifeste la même modération. Malgré de sérieuses réserves sur ces accords et de graves préoccupations quant au non-respect manifesté dans le passé par les Soviétiques, le Président a pris cette décision pour favoriser un climat de modération réellement mutuelle afin de faciliter le progrès dans les négociations sur le contrôle des armements.

Bien que la voie la plus directe pour parvenir à un monde plus sûr passe par des réductions équitables et vérifiables, nous pensons qu'une limitation vérifiable des essais nucléaires a également une certaine valeur. C'est la raison pour laquelle le président Reagan, dans son discours à l'Assemblée l'année dernière, a proposé que les Etats-Unis et l'Union soviétique échangent des missions de visite d'experts sur les lieux des essais afin de mesurer directement la puissance des armes nucléaires essayées. Ceci permettrait d'augmenter considérablement la confiance dans le caractère vérifiable des limites proposées par le Traité pour les essais souterrains. L'Union soviétique a rejeté cette offre. Cependant, en juillet dernier, le Président a lancé une invitation sans conditions, pour qu'une équipe soviétique vienne observer et mesurer un essai nucléaire sur le site d'essai du Nevada. Nous demandons à nouveau à l'Union soviétique d'accepter cette offre qui est une mesure concrète et positive en vue d'une limitation vérifiable des essais nucléaires.

M. Shultz (Etats-Unis)

Lorsque le Traité sur les missiles antibalistiques a été signé en 1972, on avait pensé que des limites très strictes sur les systèmes défensifs permettraient de réaliser des réductions effectives des armes stratégiques offensives. Mais l'Union soviétique n'a jamais accepté de procéder à des réductions significatives des armes nucléaires offensives. Au lieu de cela, elle a continué d'accroître de manière sans précédent son arsenal militaire - notamment dans le domaine des missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) dotés d'une capacité de première frappe -, sapant ainsi la base sur laquelle repose la dissuasion depuis des décennies. La stratégie qui consiste à compter sur des représailles offensives pour préserver la dissuasion et empêcher la guerre a ainsi été mise en question par les mesures soviétiques.

La réponse, c'est, d'abord, que nous nous mettions tous deux d'accord sur des réductions stratégiquement importantes et vérifiables du nombre et du potentiel destructeur des armes offensives. Mais il y a d'autres façons de régler le problème. Le président Reagan a chargé nos scientifiques et nos ingénieurs d'examiner - compte tenu des nouvelles technologies et en pleine conformité avec le Traité ABM - la faisabilité d'un système de défense contre une attaque par missile balistique. La défense stratégique assurerait à nos enfants et à nos petits-enfants un monde plus sûr. Nous continuerions de compter sur la dissuasion pour empêcher la guerre, mais la dissuasion serait davantage fondée sur la mise en échec d'un attaquant potentiel et dans une moindre mesure sur la menace de destruction mutuelle massive. Un tel moyen de dissuasion serait plus sûr et plus stable. Notre objectif n'est pas d'acquérir la supériorité mais d'accroître la sécurité de part et d'autre. Comme l'ancien premier ministre soviétique Kossyguine l'a déclaré, un système antimissile "est conçu non pour tuer mais pour sauver des vies humaines". Le Premier Ministre soviétique avait raison.

Nous désirons coopérer avec l'Union soviétique pour réaliser des progrès sur ces problèmes des plus importants. Cela nécessite - exige - de la bonne volonté, du réalisme et de l'honnêteté. Derrière le rideau qui entoure la société soviétique, libérée des débats que nous voyons se tenir ouvertement à l'Ouest, un important programme de défense stratégique est en place depuis des décennies. Les dirigeants soviétiques actuels le savent. Au cours de ces 20 dernières années, l'Union soviétique a dépensé à peu près autant pour sa défense stratégique que pour ses forces nucléaires offensives. Les Soviétiques savent cela aussi. Le programme spatial militaire soviétique est le plus intensif du monde, et il a été procédé

M. Shultz (Etats-Unis)

L'an dernier à quelque 100 lancements dans l'espace - dont 80 environ étaient de nature strictement militaire - alors qu'il y a eu au total quelque 20 lancements dans l'espace de la part des Etats-Unis. Et cela, les Soviétiques le savent également. Ils déploient le seul système ABM du monde, dont les intercepteurs équipés d'armes nucléaires et autres éléments sont en cours de modernisation extrêmement poussée. Ils font des recherches aussi intensives que les nôtres en matière de nouvelles technologies et sont en tête pour certaines d'entre elles. Et l'Union soviétique dispose du seul système antisatellites ayant fait l'objet d'essais extrêmement poussés et pleinement opérationnel au monde. Les dirigeants soviétiques savent fort bien les efforts qu'ils font dans ces domaines. Leur propagande sur les programmes américains est outrageusement partisane et ne doit pas être prise au sérieux.

Alors, revenons aux réalités et discutons avec tout le sérieux que le sujet mérite. Et faisons-le dans le calme des salles de négociation, où nous pouvons réellement réaliser des progrès en vue de réduire nos divergences.

Des progrès doivent également être faits dans les autres domaines du contrôle des armements. Les restrictions concernant l'emploi des armes chimiques et biologiques ont perdu de leur force ces dernières années alors que les accords internationaux étaient violés par l'Union soviétique et d'autres. En avril 1984, les Etats-Unis ont proposé un traité global d'interdiction complète des armes chimiques. Nous soumettrons à nouveau un projet de résolution sur les armes chimiques à la Première Commission. Nous devons avoir des entretiens sur des propositions sérieuses et vérifiables.

Pour réduire le risque de conflit à la suite d'une erreur, nous avons, avec nos alliés atlantiques, proposé d'importantes mesures propres à accroître la confiance et la sécurité à la Conférence sur le désarmement en Europe. Pour accroître la sécurité en Europe centrale, nous avons constamment recherché les moyens de faire progresser les négociations de Vienne sur une réduction mutuelle et équilibrée des forces armées.

En résumé, les Etats-Unis et l'Union soviétique ont à présent l'occasion historique de réduire le risque de guerre. Le président Reagan se réjouit à la perspective de sa rencontre avec le secrétaire général Gorbatchev en novembre prochain. L'ordre du jour sera chargé. Les Etats-Unis travaillent dur

M. Shultz (Etats-Unis)

pour que cette réunion soit productive. Et nous voulons que la réunion elle-même donne un nouvel élan au dialogue de portée générale dans lequel nous nous sommes déjà lancés. Les mesures de bonne foi de la part des Soviétiques et leur volonté de parvenir à de justes accords seront plus qu'égalées du côté américain.

Tout comme il existe, aujourd'hui dans le monde, une révolution démocratique il y a également une révolution au niveau de la pensée économique. L'humanité va vers une reconnaissance toujours plus grande des liens qui unissent inéluctablement la liberté et le progrès économique. Les économies de commande, en dépit de toutes leurs prétentions, n'ont pas fait grand-chose pour libérer les peuples de la pauvreté. En fait, elles ont servi d'instruments de pouvoir à quelques-uns au lieu de répondre aux espoirs du plus grand nombre. Les espérances de progrès et de prospérité matériels ont été réalisées dans les pays dont les gouvernements abordent leurs problèmes raisonnablement et avec une approche nouvelle, en tirant les leçons de l'expérience et non en suivant servilement des dogmes dépassés. La nouvelle manière de penser - la liberté économique - n'est en fait qu'un retour aux anciennes vérités que beaucoup ont oubliées ou n'ont jamais comprises.

Les pays en développement d'Asie qui comptent sur les politiques du libre marché, par exemple, ont connu l'un des booms économiques les plus remarquables de l'histoire, en dépit d'un manque relatif de ressources naturelles. Depuis 10 ans, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et la République de Corée connaissent un taux de croissance de 7 p. 100 par an, rythme de croissance le plus rapide du monde, et l'ANASE est devenue un modèle de développement régional et de coopération politique. Reconnaissant la réussite de la liberté économique, les pays insulaires du Pacifique sud ont eux aussi continué d'encourager le secteur privé. Nous nous sommes joints à eux dans un effort résolu pour négocier promptement un accord sur les pêcheries régionales qui soit profitable à tous.

Les succès remportés par ces pays et par d'autres pays montrent bien que les lois de l'économie ne font pas de discrimination entre pays développés et pays en développement. Pour tous les pays sans restriction, la véritable source de richesse, c'est l'énergie et le sens créateur de l'individu et non l'Etat. Après des décennies d'une doctrine socialiste de bon ton, nous assistons aujourd'hui, dans chaque continent, à des efforts entrepris pour décentraliser, déréglementer, dénationaliser et élargir les possibilités, pour les producteurs et les consommateurs, d'une interaction dans le libre marché. En Inde, en Chine et

M. Shultz (Etats-Unis)

ailleurs, de nouvelles politiques ont été adoptées pour donner libre cours aux capacités créatrices des gens doués. Au Sommet économique qui s'est tenu à Bonn en mai dernier, les dirigeants des plus importantes démocraties économiques ont reconnu cette vérité. Le chemin qui conduit à la prospérité a pour tous les pays le même point de départ, à savoir la liberté et l'encouragement de l'individu.

Cette vérité devrait être notre ligne directrice alors que nous faisons face aux défis économiques de notre temps.

En Afrique subsaharienne, la sécheresse menace peut-être 30 millions d'hommes, de femmes et d'enfants. Nous ne savons pas combien d'entre eux sont déjà morts. En coopération avec d'autres pays occidentaux, les Etats-Unis ont entrepris l'un des plus vastes programmes de secours en cas de catastrophe de toute l'histoire. Rien que cette année, les Etats-Unis ont versé quelque 1,2 milliard de dollars pour venir en aide aux victimes de la sécheresse et de la famine et 800 millions de dollars à d'autres types d'assistance économique. Les pays qui ont fourni leur aide doivent continuer à le faire; ceux qui n'ont pas encore assumé leur part du fardeau devraient commencer à le faire.

Mais nous devons, au nom de ceux qui souffrent, nous poser la question suivante : "Pourquoi la nourriture est-elle si rare"? Il est indiscutable que cela est dû, en partie, à la sécheresse. Mais dans certains pays, il y a d'autres raisons à cela, des raisons plus importantes. Parmi ces raisons, il y a les politiques gouvernementales qui ont porté gravement tort à la productivité agricole. Ces politiques doivent être inversées. Les pays qui ont entrepris des réformes de libéralisation sont en train d'en récolter les fruits et peuvent montrer aux autres la voie à suivre. Un autre problème est évidemment le manque de technologies adéquates. Les Etats-Unis exécutent en ce moment un programme à long terme en vue de renforcer la recherche agricole africaine, ce qui, nous l'espérons, contribuera à produire une révolution verte sur le continent africain.

M. Shultz (Etats-Unis)

Dans d'autres régions du monde en développement, comme en Afrique, des pays restent confrontés au problème de la dette. Un grand nombre d'entre eux ont procédé à un ajustement nécessaire, bien que pénible, et ont pris des mesures courageuses pour limiter les dépenses gouvernementales, supprimer les subventions et le contrôle des prix, permettre aux devises de s'adapter au marché, libérer les taux d'intérêt afin d'encourager l'épargne, décourager la fuite des capitaux et attirer de nouveaux capitaux. L'austérité n'est cependant pas une fin en soi. Ces ajustements à court terme ont pour objectif le retour à une croissance à long terme.

Dans nos efforts, nous devons veiller à ce que le lourd fardeau du service de la dette qui atteint des niveaux historiques dans les pays en développement de l'Amérique latine et de l'Afrique n'entrave pas leur croissance future. Une coopération créative entre prêteurs et emprunteurs, avec l'assistance soutenue et constructive de la Banque mondiale et du Front monétaire international sera indispensable pour atteindre cet objectif.

D'autres nations ont également un rôle très important à jouer pour aider ces pays à surmonter les problèmes de la dette et à retrouver une croissance soutenue. Le financement extérieur pour permettre des ajustements réels reste un élément très important. L'accès au marché des exportations est également nécessaire. De fait, un système commercial ouvert est essentiel si nous voulons répondre à l'espoir commun. L'expansion commerciale a été le moteur de la prospérité d'après-guerre; il serait par conséquent suicidaire d'en revenir au protectionnisme des années 20 et 30 qui a été à l'origine de la grande dépression. Le protectionnisme n'est pas un remède; c'est une maladie, maladie qui pourrait nous laisser tous handicapés. Le commerce doit être libre, ouvert et juste. Les Etats-Unis oeuvreront à cette fin. Mais il faut que la règle du jeu soit la même pour tous. Ce commerce libre, que nous voulons, implique la réciprocité. Les obstacles érigés à la libre circulation des produits américains ne sont tout bonnement pas acceptables.

Comme le président Reagan le dit aujourd'hui même dans un discours important :

"Plus nous libérons le commerce mondial, plus nous renforçons les courants du progrès humain et de la paix entre les nations."

Préserver et renforcer le système commercial, tel est peut-être le problème économique le plus important de la communauté mondiale aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle il est indispensable que toutes les nations participent à présent aux préparatifs d'une nouvelle série de négociations du GATT l'année

M. Shultz (Etats-Unis)

prochaine. Aucun pays, pas même un pays aussi important et puissant que les Etats-Unis, ne peut à lui seul garantir un système commercial libre. Tout ce que nous avons fait, avec d'autres, pour permettre la libre circulation des biens, des services et du capital est fondé sur la coopération. C'est dans cet esprit même de coopération que les Etats-Unis et cinq des principales nations industrielles ont été amenés hier à prendre l'engagement de collaborer pour régler les problèmes économiques les plus graves de cette décennie.

La clef du renforcement de l'économie mondiale réside dans l'instauration dans chaque pays d'une politique économique saine. Aux Etats-Unis, une politique qui a permis aux talents individuels de se développer, de restreindre le rôle du gouvernement et de stabiliser les prix, a permis aussi de créer plus de huit millions d'emplois nouveaux depuis 1982 et de sortir le monde de la récession. Mais un grand nombre de déséquilibres subsistent dans l'économie mondiale, notamment en ce qui concerne les comptes commerciaux, les taux de change et les mouvements de capitaux. Ils doivent être corrigés par une communauté mondiale agissant de concert si nous voulons que les avantages économiques récemment acquis soient maintenus et que les espoirs de progrès subsistent. En ce qui les concerne, les Etats-Unis doivent limiter leurs dépenses publiques, réduire leur déficit budgétaire et encourager l'épargne. D'autres doivent faire plus pour limiter les inélasticités et encourager l'investissement privé nécessaire pour faciliter l'ajustement et stimuler l'expansion.

Je crois que nous pouvons surmonter nos problèmes tout comme nous sommes parvenus à régler la crise de l'énergie et à enrayer l'inflation. Il fut une époque où ces problèmes semblaient insurmontables. Nous pouvons à nouveau réussir aujourd'hui si nous avons le courage et l'honnêteté de faire face à nos problèmes sans détours et de veiller à ce que nos modes de pensée se conforment à la réalité.

Il y a 40 ans, les fondateurs des Nations Unies se sont rendu compte qu'il fallait trouver de nouvelles voies pour régler la conduite des nations. Cela reste vrai aujourd'hui. La Charte et la Déclaration universelle des droits de l'homme s'adressent à nous, non pas en tant qu'individus de race, de croyance et de nationalité différentes mais en tant qu'êtres humains, en tant qu'hommes et femmes. Notre tâche, à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, est d'apprendre que ce qui nous unit - le désir de paix, les droits de l'homme et le bien-être matériel - tel que mentionné dans ces documents, est beaucoup plus important que tout ce qui nous divise.

M. Shultz (Etats-Unis)

Le principal obstacle à la réalisation complète des objectifs de la Charte est le désir du petit nombre d'exercer le pouvoir sur le grand nombre. C'est d'ailleurs ce qui fait obstacle au bonheur de l'homme depuis l'aube de l'humanité. Mais le changement est inévitable. Et aujourd'hui, le changement, le changement technologique, recèle peut-être plus d'espoir que jamais auparavant. La révolution dans le domaine des communications et de l'information est peut-être l'événement de notre temps qui a les conséquences les plus considérables. Les systèmes politiques qui tentent de s'opposer à la libre circulation de l'information et de la connaissance vont reléguer leurs citoyens à un statut de citoyens de seconde classe au cours du prochain siècle. L'avenir appartient aux sociétés qui peuvent répandre la connaissance, s'adapter, innover, exploiter les talents illimités des citoyens bien informés et exploiter ainsi pleinement les techniques nouvelles; les sociétés libres sont de toute évidence les mieux équipées pour relever ce défi. La révolution dans le domaine des communications sera une véritable révolution de libération, car elle menace le monopole de l'information et de la pensée sur lesquelles se fondent les tyrans pour exercer leur contrôle absolu.

Sur chaque continent, du Nicaragua à la Pologne, de l'Afrique du Sud à l'Afghanistan et au Cambodge, cette soif de liberté est la force politique la plus puissante de la planète. Les nobles idéaux de démocratie et de liberté prédominent aujourd'hui. C'est avec un espoir renouvelé que nous pouvons envisager le jour où les objectifs des Nations Unies seront réellement atteints.\*

---

\* M. Hepburn (Bahamas), vice-président, assume la présidence.

M. GUISSOU (Burkina Faso) : Au moment où nous entamons nos travaux, le Gouvernement et le peuple amis du Mexique se trouvent confrontés à un terrible désastre, à la suite des tremblements de terre successifs qui endeuillent le pays depuis une semaine.

Je voudrais, au nom du peuple burkinabé, de son Conseil national de la révolution et de son Président, le capitaine Thomas Sankara, leur présenter les condoléances attristées de ma délégation et leur exprimer notre entière solidarité en ces heures de malheur et de consternation.

Pour avoir, nous aussi, éprouvé, au Burkina, les affres des calamités naturelles, nous mesurons et comprenons la douleur qu'ils éprouvent.

Monsieur le Président, ma délégation se réjouit de vous voir présider la quarantième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies.

Vous représentez un pays proche de l'Afrique, car l'Espagne, par la géographie et l'histoire, a toujours servi de lien entre l'Afrique et l'Europe.

Je voudrais, avec votre permission, rendre un hommage sincère et mérité à votre prédécesseur, l'ambassadeur Paul John Lusaka, qui a présidé avec bonheur la trente-neuvième session de l'Assemblée générale.

Dans quelques jours, tous les peuples et toutes les nations du monde célébreront le quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. Il serait prétentieux de vouloir, en quelques minutes, méditer sur cette organisation 40 ans après sa création. L'intention de ma délégation n'est pas de se livrer à un tel exercice.

Nous sommes venus à cette tribune pour permettre à notre peuple, le peuple burkinabé, et à notre pays, le Burkina Faso, de communier en pensée avec les 158 autres Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. Nous sommes convaincus que toutes nos pensées positives et constructives, mises ensemble, créeront incontestablement une image, la plus fidèle qui soit, de l'Organisation des Nations Unies.

Quarante ans est l'espérance de vie du citoyen burkinabé. Cela explique et peut aider à comprendre pourquoi nous brûlons, au Burkina Faso, d'une flamme intérieure et du désir sincère d'évoluer et de progresser. C'est dans ce sens que nous luttons afin de voir l'Organisation des Nations Unies contribuer un peu plus chaque jour à rendre le monde meilleur pour tous.

M. Guissou (Burkina Faso)

L'oeuvre que nous avons accomplie, ensemble, en 40 ans, est positive. Le cercle de famille s'est agrandi, le nombre de ses membres a triplé et, pour l'essentiel, tous les membres ont adhéré peu ou prou aux principes et aux idéaux contenus dans la Charte.

Il n'en demeure pas moins vrai que les nobles idées qui sous-tendent cette charte n'ont pas toujours rencontré, sur le terrain de l'application concrète, la volonté politique commune indispensable à leur réalisation.

Quarante ans après la profession de foi de San Francisco, la décolonisation reste à parachever en Afrique, notamment, et ailleurs dans le monde.

Quarante ans après Hiroshima, le spectre de la guerre nucléaire continue de planer sur l'humanité et peut, à tout moment, hypothéquer son avenir.

Bien que les Nations Unies aient, dans une certaine mesure, contribué à éviter une troisième conflagration mondiale du style de celle de 1914-1918 et de celle de 1939-1945, le bilan des conflits locaux depuis 1945, s'il était dressé, serait tout aussi effrayant que celui de la dernière guerre.

Le fascisme et la discrimination raciale institutionnalisée, que le monde croyait avoir vaincus et enterrés avec la défaite du nazisme, ont resurgi en Afrique du Sud et en Israël, où ils se manifestent avec arrogance face à la communauté internationale, à travers les systèmes abjects de l'apartheid et du sionisme.

Pire encore est l'utilisation cynique de l'arme de l'obscurantisme et de la faim, qui tue chaque année 30 millions d'enfants, de femmes et d'hommes, notamment dans ma patrie et dans le Sahel africain. Cette arme est, à nos yeux, aussi meurtrière que l'arme nucléaire. Elle est même plus meurtrière en ce sens qu'elle permet des formes de chantage politique plus efficaces. Elle permet aux puissants de ce monde d'exhiber des millions de tonnes d'aide alimentaire pour endormir et consoler moralement leur opinion publique intérieure d'une part, et, d'autre part, de convaincre les affamés que leur salut doit demeurer éternellement dans les gestes humanitaires de tel ou tel puissant. Ce faisant, exiger les moyens de produire soi-même de quoi se nourrir en lieu et place d'une aide humiliante peut être présenté comme un refus d'accepter la solidarité humaine, face à des enfants, des mères et des pères qui meurent de faim.

Le problème de la dette extérieure doit être posé en rapport étroit avec les exigences du développement par et pour les peuples eux-mêmes.

M. Guissou (Burkina Faso)

Le président Thomas Sankara, s'adressant à ses homologues lors du dernier sommet de l'OUA, déclarait ce qui suit :

"Burkina-Be, c'est-à-dire peuple d'hommes intègres et probes, nous n'userons ni de ruse, ni de fourberie, ni de malhonnêteté contre personne. C'est pourquoi, sans geindre et dans un silence digne, nous payons correctement notre dette extérieure, tout en suivant la voie sacrée de la libération de notre peuple. Dans le bras de fer qui nous est imposé, nous nous battons sans faiblesse, sans résignation, sans fatalisme, mais loyalement. Comment peut-on exiger des peuples exclus des festins orgiaques le devoir de payer une dette dont ils ignorent tout, jusqu'à la couleur et l'odeur? Et que diront nos masses laborieuses, si elles savaient que cette dette, pour laquelle on nous impose tant de tracasseries, ne représente que 1 p. 100 de la dette mondiale?

Le poids actuel de la dette interdit toute véritable relance économique. La position de mon pays est que nous, les pays débiteurs, devrions réaliser, coûte que coûte, un front commun pour éviter d'avancer en rangs dispersés face à nos partenaires organisés et unis qui nous harcèlent. Seule cette unité dans le camp des pauvres permettra d'arracher sinon l'annulation de la dette, au moins la suspension de son paiement.

Les succès prodigieux de la science et de la technique n'ont pas été mis au service du développement économique et social de l'humanité dans son ensemble : sinon, comment expliquer qu'à l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle, des millions d'êtres humains de par le monde, et particulièrement en Afrique, en Asie et en Amérique latine, continuent encore de souffrir et de mourir d'ignorance d'abord, de faim, de soif et de maladie ensuite.

L'expérience révolutionnaire que vit le Burkina Faso depuis deux ans s'est inspirée et continue de s'inspirer de toutes les expériences des révolutions passées. Elle a été et continue d'être ouverte aux malheurs de tous les peuples du monde, sans exception aucune. Elle est cependant inédite en ce sens qu'elle rejette catégoriquement tout mimétisme et toute imitation servile.

Risquant de nouvelles voies pour un monde meilleur, nous avons choisi de rechercher des formes d'organisation mieux adaptées à notre civilisation et susceptibles de rapprocher notre peuple des autres peuples du monde, dans la recherche du mieux-être et du progrès pour tous.

M. Guissou (Burkina Faso)

La poursuite de cet objectif se traduit dans la réalité par la mobilisation, l'organisation rationnelle et la discipline collective que notre peuple s'est librement imposées pour oser bouleverser profondément son vécu économique, social et culturel quotidiens.

Les Burkina-Be déploient, depuis deux ans, sous l'impulsion politique du Conseil national de la révolution, d'immenses efforts dans les secteurs vitaux de notre société.

Je citerai brièvement deux exemples :

- Tout d'abord la "vaccination commando", qui a permis en 15 jours d'immuniser 2 500 000 enfants de neuf mois à 14 ans contre la rougeole, la méningite et la fièvre jaune. Le taux de couverture de 106 p. 100 montre que des enfants venus de pays voisins ont pu aussi en bénéficier.

- Ensuite, grâce à la volonté politique de mobiliser toutes les énergies dans les structures démocratiques et révolutionnaires que sont les Comités de défense de la révolution (CDR), une ville comme Ouagadougou, la capitale, totalise aujourd'hui plus de 150 forages garantissant l'approvisionnement en eau potable à la vingtaine de secteurs jusqu'ici privés de ce besoin essentiel.

M. Guissou (Burkina Faso)

Nous sommes fiers de souligner ici la contribution effective des organismes spécialisés de l'ONU, plus particulièrement l'Organisation mondiale de la santé et le FISE pour la "vaccination commando", le PNUD pour l'exécution des forages et d'autres travaux d'infrastructure.

Il ne s'agit pas simplement de dresser des bilans que nous n'avons aucune envie de trompeter. Il s'agit d'exprimer ici une certitude, acquise au cours de ces deux années de luttes révolutionnaires. Chez nous, au Burkina Faso, des faits, des réalisations concrètes et palpables prouvent qu'il est désormais possible de bâtir un monde nouveau, à condition de vouloir édifier à partir de remises en cause considérées jusqu'ici comme inimaginables, à condition aussi de parvenir à associer le plus grand nombre à ces transformations.

A travers nos combats quotidiens, nous participons aussi en paroles et en actes, aux justes et légitimes luttes de tous les peuples contre l'impérialisme, le colonialisme, le néocolonialisme et le racisme, principales sources des maux qui bloquent toutes les initiatives de paix juste et équitable dans le monde.

La quête permanente de la paix et de la sécurité internationales demeure l'impératif majeur de notre Organisation à la veille de son quarantième anniversaire.

Dans son rapport d'activités, le Secrétaire général a mis l'accent fort justement sur le rôle que chaque Etat Membre doit jouer afin de garantir à l'Organisation des Nations Unies ce qui est sa mission, le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Au sein du Conseil de sécurité, le Burkina Faso, donnant du meilleur de lui-même, a fondé sa participation sur la défense ferme des principes de notre Charte et des droits fondamentaux des peuples.

C'est pourquoi nous faisons nôtre la proposition du Secrétaire général aux membres du Conseil de sécurité visant à faire de cet organe important des Nations Unies le gardien réel de la paix plutôt qu'une arène où s'affrontent des idéologies et des politiques parfois totalement étrangères aux préoccupations fondamentales des peuples. Par-delà le Conseil de sécurité, nous réaffirmons la nécessité de mettre l'Organisation des Nations Unies à l'abri des controverses bilatérales et d'en refaire le véritable cénacle du multilatéralisme.

La patrie ou la mort, nous vaincrons!

M. DHANABALAN (Singapour) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter à l'occasion de votre accession à ces hautes fonctions. Il est peu d'hommes dans cette enceinte dont le nom ait été associé aux Nations Unies depuis aussi longtemps que le vôtre. Pour que la quarantième session de l'Assemblée générale des Nations Unies fournisse à l'avenir de nouvelles et importantes directives, il lui faudra disposer d'un guide lucide et ferme. On n'aurait pu trouver mieux que vous pour être ce guide.

Permettez-moi également d'adresser mes plus sincères remerciements à votre prédécesseur, l'ambassadeur Paul Lusaka, pour l'oeuvre qu'il a accomplie. Grâce à la direction éclairée qu'il a donnée à la trente-neuvième session de l'Assemblée générale, il a fait grand honneur à son pays et au continent africain. L'une des réalisations importantes - et non des moindres - de la trente-neuvième session de l'Assemblée générale a été l'intérêt considérable manifesté, tant en paroles qu'en actes, à l'égard de la crise qui affectait nombre de nations en Afrique. Ce résultat a pu être obtenu en grande partie grâce aux efforts de l'ambassadeur Lusaka. Qu'il en soit remercié.

Ces dernières années, les Nations Unies ont aussi bénéficié de la sage direction de leur Secrétaire général, S. Exc. M. Javier Pérez de Cuéllar. Dans une série de rapports annuels remarquables d'honnêteté et de clairvoyance, de 1982 à 1985, il a discuté et analysé ouvertement les forces et les faiblesses de cette Organisation. Ceux qui désirent comprendre où en sont les Nations Unies aujourd'hui n'ont pas à chercher plus loin que ces quatre rapports annuels pour saisir la crise et les défis auxquels les Nations Unies ont à faire face actuellement.

Le prestige des Nations Unies est aujourd'hui au plus bas. Les débats du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale des Nations Unies qui autrefois retenaient l'attention du monde sont maintenant généralement à peine pris en considération. Selon les termes de la Charte, il est dit que les Nations Unies ont été créées pour "préserver les générations futures du fléau de la guerre". Pourtant, au cours des 40 dernières années, il y a eu environ 150 conflits armés, grands et petits, qui ont tué 16 millions de personnes, voire peut-être même 20 millions. Rien qu'en 1983, 40 conflits armés différents ont eu lieu, de plus ou moins grande importance, mettant en cause 75 pays, soit la moitié des Membres des Nations Unies. La majorité des victimes de ces conflits proviennent des pays en voie de développement.

M. Dhanabalan (Singapour)

Les Nations Unies ne sont pas restées indifférentes devant ces conflits. Chaque année ici, nous avons pris des positions de principe sur des problèmes clefs d'agression et d'occupation étrangères, tels que les droits du peuple palestinien, des droits du peuple de la Namibie à l'indépendance, et l'occupation de l'Afghanistan et du Cambodge par les armées de l'Union soviétique et du Viet Nam. En dépit de nos déclarations les plus claires, ces conflits ont persisté, provoquant les critiques à l'égard des Nations Unies, critères selon lesquels cette Organisation avait peut-être échoué.

L'évolution récente des événements en Afrique du Sud nous ont apporté un rayon d'espoir. Les critiques des Nations Unies proclamaient dans le passé que la condamnation persistante de l'apartheid dans cette enceinte ne ferait aucune différence. Les événements de ces dernières semaines, au cours desquelles tant le peuple sud-africain que la communauté internationale ont brisé avec violence certains des piliers du régime de l'apartheid, démontrent que l'attitude persistante de cette Organisation peut porter ses fruits.

Malheureusement, en Asie du Sud-Est, le Viet Nam persiste à dénoncer et à rejeter les résolutions des Nations Unies sur le Cambodge, sapant ainsi la crédibilité et la légitimité de l'Organisation tout entière. Tout récemment, la réunion ministérielle des non-alignés à Luanda a réaffirmé l'engagement de ce mouvement à l'égard des décisions des Nations Unies et des principes de la Charte des Nations Unies. Si, ainsi qu'il l'affirme souvent, le Viet Nam désire sincèrement vivre en paix avec ses voisins, il devrait se conformer à l'esprit et aux principes du Mouvement, en mettant immédiatement en oeuvre les résolutions des Nations Unies sur le Cambodge.

Je n'appartiens pas au groupe des pessimistes qui proclament que les jours des Nations Unies sont comptés. Je crois cependant que les Nations Unies courent aujourd'hui un certain risque. Il existe un danger manifeste que cette Organisation ne devienne sans effet sur les problèmes de paix et de sécurité, pour la solution desquels elle a été à l'origine fondée. Afin d'éviter que cela n'arrive, chaque Membre des Nations Unies doit se poser cette question : Qui pourrait avoir à gagner à un échec des Nations Unies?

Pour reprendre une analogie contemporaine, nous pourrions comparer les superpuissances à des pétroliers géants et la majorité des pays du monde à de petits bateaux et certains d'entre eux mêmes à des petits rafiots qui tiennent à peine l'eau.

M. Dhanabalan (Singapour)

En examinant les problèmes contemporains de guerre et de paix, les Nations Unies sont souvent tombées dans le piège qui consiste à voir le monde dans l'optique des pétroliers géants. Plusieurs résolutions sur le désarmement proclament que la question cruciale est actuellement le risque de collision entre ces deux pétroliers géants. Or, à mon avis, il n'en est rien.

Alors qu'il est exact que nous risquerions tous de périr s'il y avait collision entre ces deux pétroliers géants, il est tout aussi vrai que cette collision ne se produira pas car ils ont tous les deux beaucoup trop à perdre dans un affrontement direct. C'est d'ailleurs pourquoi, depuis 40 ans, pas un seul soldat soviétique ou américain n'est mort dans un combat les opposant.

Chacun des pétroliers géants a cependant essayé de recruter de petites embarcations pour qu'elles se rentrent les unes dans les autres ou encore pour qu'elles agitent les eaux autour d'elles au nom de la révolution et de la libération.

Nous avons toujours été extrêmement étonnés, dans notre petite nation de Singapour, de voir que tant de petites nations sont prêtes à se laisser convaincre d'engendrer l'agitation. Quand l'agitation se produit, les pétroliers géants ne sont pas menacés. Seules les petites embarcations risquent de chavirer.

C'est ainsi que l'un des pétroliers géants, en particulier, entretient le mythe que la révolution et l'agitation sont une bonne chose pour le tiers monde. Les petits Etats du tiers monde feraient bien de se souvenir qu'un ordre politique international plus stable renforcerait les échanges commerciaux, les investissements et les flux financiers en direction du tiers monde, multipliant ainsi nos chances de développement économique.

Mes commentaires d'aujourd'hui ne sont donc pas destinés aux pétroliers géants mais plutôt aux quelque cent nations qui constituent les petites embarcations ou radeaux. Mettons nos intérêts en commun et oeuvrons pour une Organisation des Nations Unies plus efficace et plus digne de foi, car c'est vraiment la seule - je dis bien la seule - institution qui se consacre à l'instauration d'un ordre politique international et stable.

Historiquement parlant, la Charte des Nations Unies est un document révolutionnaire remarquable.

M. Dhanabalan (Singapour)

L'histoire écrite de l'homme témoigne de l'avènement et de la chute de bon nombre de sociétés et de nations. La loi de la jungle a régné. Ceux devenus puissants se sont arrogé le droit d'occuper des territoires voisins, réduisant à l'esclavage ou massacrant des populations au fur et à mesure que leurs armées poursuivaient leur marche sur différentes terres.

En juin 1945, un courageux petit document est apparu qui déclarait que tout cela devait cesser. Ce petit document, c'est la Charte des Nations Unies. Les détracteurs des Nations Unies qui souhaitent que l'Organisation disparaisse de la surface de la Terre devraient réfléchir un instant à ce qui se produirait si l'Organisation n'existait pas. Si les Nations Unies n'ont pas réussi à faire perdre une habitude vieille de 5 000 ans, il faut se souvenir que quarante ans d'existence pour les Nations Unies représentent à peine le temps d'un battement de cils.

Allant à contre-courant du déroulement naturel de l'histoire, la Charte des Nations Unies proclame en son Article 2 que :

"L'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses Membres."

Les notions de souveraineté nationale et d'intégrité territoriale consacrées dans la Charte signifient que tandis que les nations ont le droit de devenir fortes et même puissantes si elles le souhaitent, elles n'ont pas pour autant celui de se développer au-delà de leurs frontières. Il n'est donc pas étonnant que tous les Etats nouveaux et fragiles qui ont fait leur apparition ces 40 dernières années aient rapidement réaffirmé leur engagement envers les Nations Unies. Ils l'ont fait, non seulement parce que c'est là l'expression d'une idée noble mais aussi parce que c'est ce qui représentait leur meilleure garantie de survie.

Cette notion d'Etats-nations égaux subsistera-t-elle au XXIe siècle. C'est possible. Mais pour cela, tous les Etats-nations doivent investir dans un ordre politique international qui soit puissant et stable. Des Nations Unies dignes de foi, fonctionnant de manière effective et renforçant les principes de l'intégrité territoriale et de l'égalité souveraine feront qu'il sera plus facile, même aux plus petits des Etats du monde, de préserver leur indépendance.

Les petites nations du monde qui cherchent à passer outre les règles de la Charte sèment en fait les graines de leur propre destruction.

M. Dhanabalan (Singapour)

Les progrès techniques renforcent un peu plus chaque jour la raison d'être des Nations Unies. Le monde rétrécit à un rythme sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Des nations autrefois séparées par des chaînes de montagnes et des océans peuvent aujourd'hui se regarder dans les yeux. Les progrès extraordinaires intervenus dans le domaine des télécommunications et de la technique informatique l'ont rendu possible.

En juillet dernier, près d'un milliard et demi de personnes, soit un quart de la population du globe, ont regardé simultanément et en direct un concert organisé pour venir en aide à l'Afrique. Sur ce globe qui rétrécit ont lieu journellement d'énormes mouvements de personnes et de biens : de troubles politiques en Asie peuvent faire qu'une bombe sera placée dans un avion au Canada; une maladie nouvelle et effrayante affligeant l'Amérique du Nord peut être transportée à l'autre bout du monde en vingt-quatre heures.

Nous craignons que les institutions internationales d'aujourd'hui ne soient pas à même de faire face aux réseaux et aux structures nouveaux d'interdépendance en perpétuelle évolution.

Il ne suffit plus de dire que nous appartenons à la même planète. Le vieil adage qui veut que le monde soit un grand village est plus vrai que jamais. Tout au long de l'histoire, les communautés villageoises ont tendu vers leur stabilité et leur survie. D'une manière générale, les gens se soucient de leur propre quartier et prennent très au sérieux les problèmes qui les concernent directement.

Dans ce grand village qui se rétrécit, il est inévitable que les nations finiront par voir les problèmes globaux de manière plus responsable quand elles comprendront quels en sont les incidences directes pour elles-mêmes. Ce jour viendra. On pourrait le précipiter en transformant l'Assemblée, et peut-être même le Conseil de sécurité, en conseil de village. Cette suggestion n'est ni frivole ni purement rhétorique.

Dans les conseils de village il est parfois utile de donner libre cours à ses sentiments et les Nations Unies ont admirablement bien rempli cette fonction. D'innombrables petites guerres ont été évitées parce que certains dirigeants ont judicieusement transporté leur colère et celle de leur population dans la salle de l'Assemblée générale pour qu'elles y explosent, crevant ainsi l'abcès et éliminant les velléités de guerre. Il n'est pas d'autre institution globale capable de s'acquitter de cette tâche ingrate.

M. Dhanabalan (Singapour)

Trop d'amertume et trop de rhétorique peuvent toutefois empoisonner l'atmosphère, comme c'est aussi arrivé aux Nations Unies. Cette institution est asphyxiée par sa propre rhétorique et nous ne sommes pas les premiers à le faire remarquer. Au mois de juin de cette année, plusieurs anciens Présidents de l'Assemblée générale des Nations Unies se sont réunis à New York sous l'habile présidence de l'Ambassadeur Paul Lusaka pour débattre de la situation aux Nations Unies. Je recommande la lecture de leur rapport.

Les remèdes qu'ils proposent sont nombreux. Le Secrétariat des Nations Unies doit être géré de manière plus stricte. Dans les débats, il faut rechercher le consensus. Le nombre et la longueur des résolutions des Nations Unies doivent être réduits. Aucun effort ne doit être épargné pour éliminer de l'ordre du jour les points qui ne sont plus pertinents. Les séances doivent commencer à l'heure.

Si l'on mettait en pratique toutes ces recommandations, le monde accorderait une plus grande attention aux délibérations de cet organe et aux résolutions importantes qui y sont adoptées chaque année.

Si les plus petites nations Membres des Nations Unies réussissent à continuer leur cheminement judicieux et prudent entre les deux superpuissances, si elles persistent à réaffirmer leur engagement, aussi bien en paroles qu'en actions, envers la Charte des Nations Unies et si elles peuvent progressivement débarrasser les délibérations de cet organe de grands airs et de vaine rhétorique, je suis certain que lorsque nous arriverons au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle les Nations Unies auront toujours leur place dans le monde.

Singapour, qui est l'un des plus petits Etats Membres des Nations Unies, s'est solennellement engagé à transporter les Nations Unies dans le XXI<sup>e</sup> siècle. Pour commencer, nous renouvelons notre engagement de promouvoir, aussi bien par nos paroles que par nos actions, les buts et les principes de la Charte des Nations Unies.

M. RAMIREZ-OCAMPO (Colombie) (interprétation de l'espagnol) : Monsieur le Président, avant de commencer mon allocution, qu'il me soit permis d'exprimer la tristesse de la Colombie à la suite de la tragédie qui a frappé le Mexique. Nous voulons réaffirmer ici notre solidarité avec ce peuple frère et avec le groupe latino-américain. Nous parrainerons un projet de résolution associant les Nations Unies aux efforts entrepris pour remédier aux événements catastrophiques qui ont frappé ce pays.

Mon pays doit beaucoup à l'Espagne. L'humanité également qui, grâce à elle, a été enrichie par la rencontre de deux grandes cultures, il y a déjà cinq siècles de cela.

Depuis les temps reculés de Suarez et de Vitoria, c'est l'Espagne qui a créé le droit des gens. Il est significatif que la présidence de cette quarantième session de l'Assemblée générale des Nations Unies revienne à l'un de ses diplomates les plus expérimentés et compétents dans le domaine des affaires internationales. Recevez, Monsieur Jaime de Piniés, les hommages de la délégation que j'ai l'honneur de présider, avec nos meilleurs voeux pour que votre gestion soit aussi fructueuse et importante que l'anniversaire que nous célébrons cette année.

Un Latino-Américain illustre, M. Javier Pérez de Cuéllar, fils d'un pays frère avec lequel nous entretenons des rapports d'amitié très étroits, conduit les travaux de notre Organisation avec le bon sens et l'équilibre que nous lui connaissons tous. Son rapport sera un guide utile pour nos délibérations.

Cette assemblée a été le forum depuis lequel, pendant quatre décennies, des hommes de toutes les races et de toutes les idéologies, les bâtisseurs du monde contemporain, ont exprimé leurs pensées et les desseins de leurs peuples dans les moments critiques de cette époque qu'il nous a été donné de vivre. Nous sommes réunis aujourd'hui pour rendre hommage à ce symbole qu'elle représente de la volonté des hommes de vivre en paix avec leurs semblables.

Il convient de rappeler à ceux qui considèrent l'importance des Nations Unies avec mépris ou scepticisme, que cette Organisation constitue le meilleur rempart contre la destruction finale, un forum de discussion et un système rationnel pour trancher, sur un pied d'égalité, des différends qui paraissent insurmontables.

Nous rendons hommage à la mémoire du Président des Etats-Unis, Franklin Delano Roosevelt, et du Premier Ministre britannique, Winston Churchill, qui ont affirmé dans la Déclaration de l'Atlantique qu'ils estimaient que "le désarmement des

M. Ramírez-Ocampo (Colombie)

nations combattantes était essentiel pour que l'on puisse parvenir à la mise en place d'un système vaste et durable de sécurité générale".

Cette déclaration portait le germe de notre Organisation dont, par la suite, l'humanité récolterait les fruits. Sa politique allait permettre, en effet, d'éteindre les braises laissées par la barbarie de la conflagration universelle. C'est ainsi que nous tâchons de combattre la guerre et la destruction qui depuis toujours sont nées du manque de sagesse des hommes.

C'est à la génération précédente qu'est revenu l'honneur de mettre sur pied les structures de cette Organisation. Pour notre bonheur, elle l'a fait avec un grand sens de la coopération et du respect pour l'opinion des petits pays, de ceux qui, comme nous, dans la pratique journalière d'une pratique coutumière qui s'est transformée en loi, faisaient appel au droit pour mettre un point final aux controverses. Pour la première fois dans l'histoire, notre opinion nous était demandée, nous avions voix délibérative pour construire les fondations d'une nouvelle époque qui laissait derrière elle celle où les puissances décidaient de façon autoritaire du sort des peuples et des régions, sur lesquels elles exerçaient un contrôle absolu.

Les Etats latino-américains ont défendu avec une force particulière les organismes régionaux qui existaient et travaillaient depuis de longues années. Je suis heureux de rappeler que c'est à la demande de la délégation colombienne lors de la Conférence de San Francisco que la règle relative à la bonne foi dans l'exécution des devoirs et obligations de tous les membres de la communauté naissante a été adoptée.

Tout au long de ces 40 dernières années, les différentes délégations colombiennes ont réaffirmé l'esprit qui a guidé les créateurs des Nations Unies. Depuis lors, se sont manifestées des positions antagonistes quant aux moyens pour assurer dans le monde l'empire de la raison sur la force, du droit sur l'arbitraire, de la liberté sur toutes les formes d'esclavage. Mais mon pays a toujours encouragé le dialogue en tant que système permettant de concilier des positions contraires parce qu'il croit qu'il vaut mieux pour le monde assister à la confrontation des idées qu'à celle des armes.

Le système mis en place par les puissances victorieuses après la seconde guerre mondiale a été révolutionnaire en ce sens qu'il a créé un mécanisme accessible à tous, où la force du nombre était la règle et où les décisions

M. Ramírez-Ocampo (Colombie)

étaient prises selon le plus ancien et le plus démocratique des pouvoirs, celui des majorités, celui qui exprime le mieux le désir des nations.

C'est pourquoi lors de la Conférence de San Francisco, nous nous sommes opposés à la reconnaissance du droit de veto dans les décisions du Conseil de sécurité. Notre délégation a expliqué les raisons pour lesquelles la Colombie votait contre la formule de Yalta : il apparaissait clairement que le système de vote proposé mettrait les affaires de la paix ou de la guerre dans les mains de l'une des cinq puissances, ce qui allait à l'encontre du principe en vertu duquel les problèmes concernant l'Organisation internationale devaient être décidés à la majorité simple.

A cet effet, l'ex-Président colombien Alfonso Lopez Pumarejo, chef de notre délégation, a signalé : "Le veto signifie que les intérêts des cinq grandes puissances resteront soumis au désir de l'une d'entre elles. Il en résultera toujours un accord pour ne pas agir. Cette inaction sera la source d'une perte de prestige pour le Conseil et les grandes puissances et conduira à l'affaiblissement de l'Organisation. Il n'est pas sage de barrer la route aux amendements futurs".

Peut-être serions-nous déjà mûrs pour mettre en place la juridiction internationale obligatoire qui conduira tous les pays à régler leurs différends par des moyens pacifiques. De la sorte, nous renforcerions l'un des principes essentiels des Nations Unies : l'égalité entre les Etats.

La force morale de l'Organisation des Nations Unies tient au fait que tous les peuples de la terre y sont représentés. C'est pour cela que nul ne discute sa légitimité et c'est pour cela également qu'il ne doit exister un seul Etat qui cherche à imposer sa loi par-dessus un ordre clairement établi et tendant, par définition, au respect et à l'équité.

M. Ramírez-Ocampo (Colombie)

Par conséquent, au-delà de toute considération égoïste, nous devons sauvegarder et défendre l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les nombreux organismes fondés sous ses auspices qui, en bien des endroits de la planète, ont contribué de par leur action à combattre la faim et les maladies, à diffuser la culture, à protéger l'enfance, les réfugiés, le travail et l'environnement et à lutter pour le développement.

Ces célébrations doivent aboutir à un renforcement du pouvoir moral de l'Organisation des Nations Unies, pour qu'elle puisse empêcher - comme elle l'a fait pendant ces quatre dernières décennies - qu'un conflit entre les superpuissances ne finisse par nous conduire à la catastrophe.

C'est la raison pour laquelle la Colombie appartient au Mouvement des pays non alignés; cette appartenance se fonde sur une tradition historique qui a ses racines dans l'épopée de l'indépendance. Notre idéologie politique repose sur des principes qui défendent le droit de tous les peuples à choisir leur propre destinée, leur droit à l'autodétermination et à la coopération pluraliste qui évite les affrontements tels que ceux engendrés par la politique des blocs.

A notre avis, il est temps de supprimer les allusions qui sont faites aux "Etats ennemis" dans plusieurs Articles de la Charte. Il s'agit là d'un véritable anachronisme, étant donné la configuration politique du monde d'aujourd'hui, qui a laissé loin derrière lui les motivations des combattants de la grande guerre.

Il est naturel que l'humanité ne puisse oublier l'holocauste d'Hiroshima, mais elle devrait, ce faisant, suivre le bel exemple de cette ville qui a voulu garder le souvenir, non par esprit de vengeance, mais comme témoignage vivant de ce que pourrait être une autre tragédie nucléaire.

La Charte des Nations Unies a été élaborée avec l'idée d'alléger les maux dont souffrait alors le genre humain. A présent, une nouvelle vague d'attaques contre la dignité de l'espèce rend extrêmement difficile son application dans le monde contemporain. Le terrorisme, dont les actes de défi et de destruction font chaque jour un nombre croissant de victimes innocentes de par le monde, en constitue un exemple.

Il est impératif que les Etats prennent des mesures plus efficaces pour contrer ces crimes qui se disent politiques. La communauté internationale doit sans plus attendre engager les Etats membres à imposer des sanctions à tous ceux qui fournissent protection à des mouvements de nature aussi condamnable, comme par exemple la détention de la fille du président Duarte du Salvador.

M. Ramírez-Ocampo (Colombie)

Cette nouvelle modalité de guerre, appelée à juste titre la "guerre sale" du fait de sa lâcheté et de son arbitraire, frappe aujourd'hui l'humanité avec plus de force que les guerres conventionnelles. Notre Organisation a certes traité la question mais il faudrait, en hommage réel à l'anniversaire que nous célébrons, que nous nous engagions à souscrire une convention contre le terrorisme.

De surcroît, nous avons vu avec étonnement les pays développés s'abstenir récemment de soutenir une proposition du Secrétaire général des Nations Unies invitant à une réunion des ministres plénipotentiaires en vue de traiter le problème du trafic de drogue, s'appuyant sur l'argument douteux du coût financier que cela impliquerait.

Nous souhaitons faire savoir que nous appuierons toute initiative allant dans ce sens parce que nous considérons que ce trafic porte atteinte à la dignité de l'homme.

La Colombie réaffirme sa décision de combattre ce fléau. De fait, nous nous sommes déjà engagés dans la lutte avec de nombreux pays et avec les pays limitrophes. Récemment, lors de la réunion des premiers ministres du Groupe andin, formé par la Colombie, la Bolivie, l'Equateur, le Pérou et le Venezuela, nous nous sommes mis d'accord pour mettre au point une convention multilatérale qui viendrait s'ajouter aux conventions bilatérales déjà signées et qui porterait le nom de notre ex-Ministre de la Justice, M. Rodrigo Lara Bonilla, vilement assassiné pour avoir combattu la drogue. Nous prétendons ainsi renforcer la lutte contre le trafic des stupéfiants.

Nous tenons à souligner l'importance de la thèse selon laquelle la limitation des armements conventionnels s'avère indispensable pour les pays en voie de développement puisque c'est avec ce type d'armement qu'ils se battent entre eux ou qu'ils livrent leurs combats internes.

La communauté internationale tarde à affronter ce thème qui renferme tant d'intérêts particuliers. Nous l'avons déjà proposé à plusieurs reprises à l'Organisation des Etats américains, mais nous jugeons que ce n'est pas là un thème exclusivement régional.

Bien évidemment, nous faisons des vœux pour que les pourparlers de Genève aboutissent, que le Traité de non-prolifération des armements nucléaires soit respecté et que l'on puisse parvenir à de nouveaux accords permettant à l'homme de vivre avec la certitude que cette frêle voyageuse de l'espace qu'est la Terre ne sera pas anéantie par le jeu démentiel des puissances.

M. Ramírez-Ocampo (Colombie)

Nous encourageons également la création d'un plus grand nombre de zones dénucléarisées, comme l'a fait le Traité de Tlatelolco pour l'Amérique latine, et de même qu'il l'a été proposé pour l'océan Indien, l'Afrique et l'Antartique.

Pour achever la décolonisation, il incombe aux Nations Unies d'oeuvrer à l'indépendance de la Namibie avec laquelle la Colombie renouvelle sa solidarité. Nous ne reconnaissons en aucun cas le gouvernement que l'Afrique du Sud y a mis en place pour recueillir l'héritage colonialiste étant donné que des mesures ont déjà été prises à ce sujet dans notre Organisation en vue de garantir le droit du peuple namibien à disposer de lui-même. Nous livrerons les batailles diplomatiques qui seront nécessaires jusqu'à ce que la liberté et la justice soient rétablies dans ce territoire africain ami.

La planète subit encore un affront. La discrimination raciale persiste en Afrique du Sud. Les derniers événements dans ce pays ont fait apparaître, une fois de plus, le régime condamnable de Pretoria qui, comme l'a affirmé le pape Jean-Paul II, porte préjudice à l'espèce humaine tout entière.

Nous réaffirmons la nécessité de voir revenir aussi bien l'Argentine que la Grande-Bretagne à la table des négociations et de rétablir le dialogue permettant de concilier la souveraineté argentine sur les îles Malouines avec les intérêts de leurs habitants.

C'est avec joie que nous constatons la reprise des conversations entre les deux Corée ainsi que les visites qu'ont échangées les commissions économiques, les commissions sportives et celles de la Croix-Rouge des deux pays. Nous considérons que seule la voie pacifique de l'entente mutuelle permettra de parvenir à un accord satisfaisant.

De même, nous espérons vivement que la question de Chypre trouvera une solution juste et viable conforme aux résolutions des Nations Unies et nous renouvelons tout notre appui à la mission entreprise à cette fin par le Secrétaire général de l'ONU.

Il y a 10 ans, devant cette même Assemblée, la Colombie a formulé pour la première fois ses thèses quant aux droits sur l'orbite synchrone géostationnaire des pays situés comme le nôtre sur la ligne de l'équateur. Depuis, nous avons déployé une intense activité lors des rencontres qui ont eu lieu à ce sujet pour tâcher d'obtenir l'acceptation universelle de nos thèses contenues dans l'affirmation de notre souveraineté et dans la recherche de l'équité, ce dans le

M. Ramírez-Ocampo (Colombie)

cadre du nouveau droit de l'espace, tout juste instauré en 1957 avec le lancement du premier spoutnik, qui constitue l'une des plus formidables aventures humaines du XXe siècle.

La Colombie souhaite que l'on ouvre la voie à une coopération internationale active et juste, qui prenne en compte les droits des pays en développement et la situation géographique particulière des pays équatoriaux.

M. Ramírez-Ocampo (Colombie)

Nous souhaitons que l'accès à cette ressource naturelle limitée contribue à resserrer et non pas à agrandir le fossé technologique spatial; c'est l'un des éléments qui doivent définir le nouvel ordre économique international que nous défendons.

Des décisions très importantes allant dans ce sens ont été prises ces deux dernières années, notamment à la Conférence mondiale de l'espace, UNISPACE, tenue à Vienne en 1982, qui a défini les grands principes tendant à consacrer l'équité, l'usage pacifique de l'orbite au service de l'humanité tout entière et non seulement des grandes puissances spatiales.

Lors de la Conférence des plénipotentiaires tenue à Nairobi également en 1982, les articles 10 et 33 de la Convention des télécommunications ont été modifiés à notre demande en vue de permettre l'utilisation équitable, efficace et économique de l'orbite des satellites géostationnaires, compte tenu des besoins spécifiques des pays en développement et de la situation géographique particulière de certains pays.

Au Comité sur l'utilisation pacifique de l'espace ultraterrestre, la Colombie, de concert avec l'Equateur, le Kenya et l'Indonésie, a soumis un projet de principes visant à obtenir une réglementation juridique spéciale pour l'orbite géostationnaire, projet qui a été considéré par les pays en développement comme base de négociations pour mettre en place un régime juridique sui generis qui tienne compte des aspects techniques, juridiques et économiques de celle-ci.

Récemment, la Conférence sur l'utilisation de l'orbite et la planification des services spatiaux qui s'en servent, convoquée par l'UIT à Genève, s'est déclarée incompétente pour décider de nos droits souverains sur l'orbite et a autorisé le Secrétaire général de cet organisme spécialisé dans les télécommunications à s'adresser au Secrétaire général des Nations Unies, et par son entremise au Comité de l'espace ultraterrestre, pour que l'on étudie et définisse cette question si fondamentale.

Nous sommes donc entrés dans une nouvelle étape où les Nations Unies pourront montrer, comme elles l'ont fait dans le cas du droit de la mer, leur capacité d'affirmer la souveraineté des pays ayant une situation géographique particulière.

Au cours des dernières années, nous avons assisté, impuissants, à un processus de détérioration de la coopération multilatérale dû à la préférence croissante des Etats pour les relations bilatérales, dont ils espèrent tirer des avantages

M. Ramírez-Ocampo (Colombie)

politiques, voire économiques. Le multilatéralisme est le mécanisme le plus approprié et le plus équitable pour distribuer les fruits de la générosité et de la bonne volonté aux pays démunis, sans condition ni discrimination d'aucune sorte.

La régression que certains organismes des Nations Unies ayant rendu d'incalculables services à l'humanité, connaissent du fait de l'application par de nombreux pays développés d'un critère de croissance zéro à leurs contributions, est à regretter. Ceci a provoqué, à la FAO par exemple, une réduction drastique du Programme mondial d'alimentation au moment même où le monde entier vit l'une des plus effroyables famines. Ne devrions-nous pas suivre l'exemple de ces jeunes chanteurs qui se sont dévoués à cette cause et pour qui la bonté n'a ni couleur ni consigne politiques?

Le commerce international est le mécanisme de coopération par excellence à travers lequel la richesse et les ressources pourraient être le plus efficacement redistribuées. L'action multilatérale concertée par le biais d'organismes tels que la CNUCED et l'ONUDI, et de mécanismes comme le système général des préférences, devrait nous fournir les moyens qui rendent possible un développement harmonieux.

Il est indispensable de freiner la détérioration alarmante des termes de l'échange des pays en voie de développement, due principalement à la baisse des prix réels de leurs produits de base, dont beaucoup ont atteint leur niveau le plus bas depuis le début du siècle.

Il faut en finir avec le protectionnisme qui sévit aux quatre coins du monde, notamment dans les pays industrialisés qui livrent aujourd'hui la plus dure des guerres commerciales, comme l'ont reconnu pas plus tard qu'hier les ministres des finances des cinq pays les plus développés, sans envisager ses conséquences sur l'économie mondiale et surtout sur les pays du tiers monde.

Les Nations Unies ne peuvent jouer un rôle secondaire ni agir a posteriori lors des conflits qui naissent de l'absence de solutions au sous-développement et à la pauvreté. Elles ne peuvent ignorer la façon voilée dont on a fait perdre de l'efficacité aux mesures qui permettront l'approche d'un nouvel ordre économique international, comme cela a été le cas des Décennies pour le développement, de la Charte des devoirs et des droits économiques des Etats ou des résolutions de la CNUCED.

Ces mêmes pouvoirs qui lui ont été reconnus dans la lutte plus qu'efficace contre le colonialisme doivent être élargis afin de permettre la régulation des

M. Ramírez-Ocampo (Colombie)

mécanismes et des pratiques qui manipulent aujourd'hui les grandes inégalités économiques entre les Etats. C'est avec la même détermination que l'on doit agir vis-à-vis des aspects commerciaux et monétaires, qui ne peuvent être un domaine réservé à la consolidation des inégalités et à la prédominance du pouvoir.

Nous espérons que le prochain tour des négociations du GATT contribuera à surmonter la crise et à inclure des concepts dont bénéficieront les pays en voie de développement.

L'erreur n'est souvent qu'une vérité dite trop tôt. Lors des discussions du Traité de Versailles, le représentant du Gouvernement anglais, lord Keynes, a déclaré que si l'Allemagne devait être pressurée, il faudrait tout d'abord s'assurer d'éviter sa ruine. Il a alors proposé que le président Wilson lance un vaste programme financier pour repêcher l'Europe. Le Trésor des Etats-Unis se récria à la proposition.

Cependant, 30 ans plus tard, un schéma similaire, le Plan Marshall, fut approuvé; il mettait en oeuvre tardivement un mécanisme qui, adopté à temps, aurait pu éviter la seconde guerre mondiale.

Des opinions autorisées se sont fait entendre récemment pour proposer une telle option pour l'Amérique latine, dont il n'y a pas lieu de douter que le problème le plus grave est la charge pesante de la dette extérieure. Espérons qu'il ne faudra pas attendre un cataclysme pour que ces opinions soient écoutées, comme l'a dit avec éloquence le Président du Brésil.

M. Henry Kissinger a dit à propos de la dette de l'Amérique latine que "le dialogue avec les pays créanciers doit dépasser le problème du recouvrement des intérêts pour s'atteler à la tâche du développement économique"; autrement, "tôt ou tard on assisterait à l'effondrement non seulement de la structure de la dette extérieure mais également des institutions politiques latino-américaines, et la coopération dans l'hémisphère occidental serait exposée à des risques graves".

Cette appréciation coïncide avec certaines des positions de l'Accord de Carthagène, à l'élaboration et à la création duquel a participé la Colombie, en collaboration avec 10 autres pays débiteurs de la région.

Dans ce document nous avons déclaré que la dette extérieure est une obligation contractée par chaque pays individuellement et qu'elle doit donc être considérée cas par cas. Cependant, le problème dépasse les schémas comptables et bancaires en

M. Ramírez-Ocampo (Colombie)

raison des répercussions sociales et politiques que le service de cette dette et les processus d'ajustement drastiques à caractère récessif ont entraînées.

C'est pourquoi il est urgent d'établir un dialogue politique entre les pays débiteurs et les pays créanciers, ainsi que l'ont proposé récemment les présidents des 11 pays réunis au sommet de Bonn, afin d'apporter une solution réelle et définitive au problème.

M. Ramírez-Ocampo (Colombie)

Dans les conditions actuelles, l'Amérique latine devra payer 800 milliards de dollars au titre de la dette durant les 15 prochaines années. Le montant de ce service absorbera une grande partie de l'épargne nationale et des entrées de devises, à tel point qu'on ne saurait espérer une augmentation du revenu par habitant des 380 millions de Latino-Américains dans les trois prochains lustres. Cela reviendrait à nier tout développement. D'où la nécessité pour l'Amérique latine de ne plus exporter ni son capital ni son épargne.

La Colombie, qui a toujours honoré sa dette, est déjà arrivée à un accord complet avec ses créanciers; cet accord, garanti par le Fonds monétaire international, lui permet d'obtenir de nouveaux crédits destinés au développement d'importants projets de production, tels que l'exploration de ses grands gisements de charbon, de pétrole et de ferro-nickel, et à la réactivation de son commerce extérieur.

Sous la direction du Fonds monétaire international, nous avons adopté un processus d'autodiscipline, dont les premiers effets se sont déjà fait sentir sur notre économie.

Nous sommes conscients que le problème de la dette latino-américaine n'a rien perdu de sa vigueur et que les résultats auxquels sont arrivés quelques pays au prix d'énormes efforts représentent tout juste des solutions provisoires. Comme l'a bien dit M. Belisario Betancur, Président de la Colombie :

"La bombe de la dette n'a pas été désamorcée."

Les pays de la région ne peuvent engager leurs revenus au titre des exportations au-delà des montants nécessaires à leur activité de production et à l'amélioration progressive des conditions de vie de leurs peuples.

La Colombie, en collaboration avec le Mexique, le Panama et le Venezuela - pays membres du Groupe de Contadora - a intensément travaillé tout au long de cette année et a offert son concours aux pays de l'Amérique centrale afin d'obtenir la signature de l'Acte de Contadora pour la paix et la coopération.

Les difficultés qui se sont présentées lors des négociations menées sous les auspices du Groupe n'ont pas été de nature à briser le désir de paix, mais ont retardé les accords.

Nous regrettons les incidents qui se sont produits récemment aux frontières entre le Costa Rica et le Nicaragua et entre le Nicaragua et le Honduras, et qui mettent en évidence la nécessité d'accélérer les processus de négociation et de maintenir les canaux de communication entre les pays afin que, par le dialogue, ces

M. Ramírez-Ocampo (Colombie)

faits soient dépassés. Le Groupe de Contadora a réitéré sa volonté d'offrir son concours et ses bons offices pour contribuer à la recherche de solutions définitives à ce type d'incidents qui entravent les bonnes relations qui doivent exister entre les Etats.

Le Groupe de Contadora a joui du support et de l'admiration des gouvernements latino-américains et de la communauté des nations en général. Je tiens à mentionner tout spécialement la rencontre qui a eu lieu à notre Carthagène des Indes les 24 et 25 août derniers, où les Ministres des Etats membres du Groupe de Contadora et leurs collègues de l'Argentine, du Brésil, du Pérou et de l'Uruguay - qui se sont constitués en Groupe de soutien à Lima - se sont réunis pour examiner les modalités du travail qu'ils fourniraient à Contadora.

Ce fait constitue l'expression la plus claire de la volonté politique de l'Amérique latine, ainsi que de son désir et de sa capacité d'établir une stratégie qui lui soit propre pour trouver une solution aux problèmes de la région. Lors de ce rendez-vous, la solidarité et le souci de l'Amérique du Sud pour la crise de l'Amérique centrale se sont manifestés dans toute leur ampleur,, et il a été décidé d'encourager l'aboutissement rapide du processus de négociation en cours, puisque cette crise affecte irrémédiablement la destinée de notre hémisphère. Cette rencontre a permis de renforcer, d'une manière efficace et indiscutable, l'oeuvre de Contadora.

Nous, les huit Ministres réunis à Carthagène, avons tous insisté sur la nécessité urgente de faire face aux conflits réels et potentiels. Nous avons reconnu que ceux-ci découlent des inégalités économiques et sociales et de structures qui restreignent la libre expression et la participation des peuples à des processus politiques authentiques qui reflètent les désirs essentiels de chaque société.

Un des éléments les plus positifs de la réponse à la conjoncture économique actuelle de l'Amérique centrale est l'adhésion de la Communauté économique européenne (CEE). Voilà un exemple de coopération internationale qui encourage l'espoir et l'effort de négociation dans lequel nous sommes engagés. Au mois de novembre prochain, une nouvelle réunion de la CEE avec les ministres des Etats de l'Amérique centrale et ceux des Etats membres du Groupe de Contadora aura lieu au Luxembourg. Lors de cette réunion, la CEE déclarera formellement son adhésion à la cause de la paix par des accords spécifiques visant le développement économique en Amérique centrale.

M. Ramírez-Ocampo (Colombie)

Nous sommes engagés dans une lutte contre la montre. C'est pourquoi, lors de la réunion tenue à Panama avec les ministres des Etats de l'Amérique centrale les 11 et 13 septembre derniers, le Groupe de Contadora a remis aux participants le projet final de l'Acte qui rassemble les observations formulées par les gouvernements de l'Amérique centrale au sujet de la version de cet acte du 7 septembre 1984, qui a été présentée à la dernière Assemblée générale de l'Organisation. Cet instrument juridique exemplaire jette les bases d'une coexistence pacifique et envisage des accords complets, issus du consensus des gouvernements de l'Isthme.

Conscients comme nous le sommes de la détérioration de la situation régionale, nous avons décidé de convoquer le 7 octobre une dernière réunion des ministères plénipotentiaires pour qu'ils examinent, dans un délai de 45 jours maximum, les questions pendantes de l'Acte relatives au contrôle et à la réduction des armements, aux mécanismes d'exécution et de suivi en matière de sécurité et de politique et aux manoeuvres militaires; lors de cette réunion, les aspects opérationnels indispensables à l'exécution des engagements qui ont été pris seront également négociés.

Les ministres des Etats de l'Amérique centrale ont également décidé que les incidents qui pourraient se produire dans la région ne feront pas l'objet de négociations entre les ministres plénipotentiaires et ne serviront pas de condition à la réalisation de l'Acte, et ce afin d'assurer son efficacité.

Nous souhaitons ainsi qu'à l'issue de cette étape de négociations, nous puissions souscrire l'Acte de Contadora lors d'une conférence conjointe des ministres. Le rapport de nos activités de la dernière année sera présenté au Secrétaire général, conformément à la résolution approuvée par l'Assemblée générale lors de sa dernière session.

Nous réitérons aujourd'hui dans cette salle notre appel aux pays qui ont des intérêts dans la région pour que, faisant preuve d'une attitude compréhensive et respectueuse des normes du droit international et de la libre autodétermination des peuples, ils contribuent à la consolidation de la paix, de la liberté et du développement, fin ultime de nos efforts. Comme l'a signalé M. Belisario Betancur, Président de la Colombie :

"Nous cherchons des patries qui s'épanouissent dans une paix, qui est peut-être plus ardue que la guerre."

M. Ramírez-Ocampo (Colombie)

C'est pourquoi il est encourageant de constater que des processus démocratiques se sont manifestés dans notre hémisphère par une ouverture vers des sociétés pluralistes caractérisées par la participation au vote et par l'élection populaire des gouvernants. La consolidation de ces processus s'est faite graduellement au long de cette année et coïncide parfaitement avec les modèles politiques libres que la Colombie respecte depuis de nombreuses années et qui ont été le moyen d'exprimer les différences et les tensions propres à toute société en évolution.

M. Ramírez-Ocampo (Colombie)

Un grand pontif de l'Eglise nous a appris que l'homme possède une dignité intrinsèque qui lui permet de découvrir l'ordre merveilleux qui régit les forces de la nature, et de forger les outils pour s'appropriier ces mêmes forces et les mettre à son service.

On doit donc considérer comme progrès véritable celui qui tend au perfectionnement moral et matériel de tous les hommes, puisqu'il ne s'agit pas seulement de produire la plus grande quantité de biens mais de chercher la croissance qualitative qui rend la société plus juste et plus apte à assurer le bien-être intégral de ses membres.

C'est là notre énorme responsabilité. Après l'avoir assumée pendant 40 ans, il convient de nous demander si nous avons été à la hauteur du défi. Engageons-nous donc pleinement dans la lutte pour offrir à tous les peuples de la terre l'assurance de lendemains meilleurs, lorsque, nous l'espérons, "tous les hommes seront frères".

POINT 123 DE L'ORDRE DU JOUR

BAREME DES QUOTES-PARTS POUR LA REPARTITION DES DEPENSES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (A/40/645/Add.1) (suite)

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Avant de lever la séance, je voudrais signaler aux membres de l'Assemblée générale que le Secrétaire général, par sa lettre figurant au document A/40/645/Add.1, m'a informé du fait que depuis sa dernière communication, en date du 17 septembre 1985, la Mauritanie a versé le montant nécessaire pour que le montant de ses arriérés soit inférieur à la limite fixée à l'Article 19 de la Charte. Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend dûment note de cette information?

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 h 25.